

RAPPORT DE PRESENTATION

Comptes Administratifs 2020

Vu, pour être annexé

à la délibération du

Conseil Communautaire

en date du... 15/06/2021...

A Castelsarrasin, le... 18/06/2021...

Le Président



Conseil Communautaire du
15 juin 2021

SOMMAIRE

Préambule.....	3
I – LE BUDGET PRINCIPAL	9
1.1 L'exécution budgétaire 2019	9
1.2 La section de fonctionnement	10
1.2.1 Les dépenses.....	10
1.2.2 Les recettes	23
1.3 La section d'investissement.....	30
1.3.1 Les dépenses.....	30
1.3.2 Les recettes	34
1.4 Les indicateurs d'épargne.....	36
II – LE BUDGET SPANC	37
2.1 L'exécution budgétaire 2018.....	37
2.2 La section de fonctionnement.....	38
2.3 La section d'investissement.....	41
III – LE BUDGET Collecte et Traitement des Déchets	41
3.1 L'exécution budgétaire 2018.....	41
3.2 La section de fonctionnement.....	42
3.3 La section d'investissement.....	47
3.3.1 Les dépenses.....	48
3.3.2 Les recettes	48
IV – LE BUDGET Barrès Fleury Borderouge.....	49
4.1 L'exécution budgétaire 2018.....	49
4.2 La section de fonctionnement.....	49
4.3 La section d'investissement.....	51
V – LE BUDGET Zone de Saint Aignan.....	52
5.1 L'exécution budgétaire 2018.....	52
5.2 La section de fonctionnement.....	53
5.3 La section d'investissement.....	53
VI – LE BUDGET Zone du Luc.....	54
6.1 L'exécution budgétaire 2018.....	54
6.2 La section de fonctionnement.....	55
6.3 La section d'investissement.....	56
VII – LE BUDGET ZAC de Terre Blanche.....	57
7.1 L'exécution budgétaire 2018.....	57
7.2 La section de fonctionnement.....	57
7.3 La section d'investissement.....	58
VIII – L'encours de dette.....	58

Préambule

Le compte administratif (CA) est le dernier temps fort de l'année budgétaire. Ce document, pouvant être assimilé au compte de résultat d'une entreprise, retrace toutes les recettes et toutes les dépenses réalisées au cours d'un exercice comptable.

Ce dernier, qui correspond à une année civile, débute le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre. Il se prolonge jusqu'au 31 janvier pour les opérations de fonctionnement et les opérations d'ordre (c'est la période dite de la « journée complémentaire »).

Le compte administratif permet également de comparer les réalisations budgétaires aux prévisions, de mesurer la santé financière réelle d'une collectivité à un instant donné et de réaliser des études financières rétrospectives.

Dans le contexte d'une situation extrêmement tendue des finances locales, due notamment à la baisse drastique des dotations de l'Etat, aux incertitudes liées à la réforme de la Taxe d'Habitation et la crise sanitaire qui a touché tout le pays, le compte administratif et son analyse prennent d'autant plus d'importance pour préparer l'avenir.

Le budget principal de la communauté de communes et par conséquent le compte administratif sont divisés en deux sections :

- la section de fonctionnement retraçant toutes les opérations de gestion courante et régulière de la communauté de communes,
- la section d'investissement retraçant les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient de façon durable la valeur du patrimoine.

Ces sections budgétaires sont ensuite comptablement divisées en chapitres regroupant des dépenses et des recettes de même nature.

La Communauté de Communes Terres des Confluences a été créée au 1^{er} janvier 2017 et compte au 1^{er} janvier 2020 une population de 42 200 habitants (contre 41 983 au 1^{er} janvier 2019).

Au 1^{er} janvier 2020, la communauté de communes disposait de 3 blocs de compétences :

- De compétences obligatoires redéfinies suite à la loi Notre du 7 août 2015 ;
- De compétences optionnelles soumises à l'intérêt communautaires, c'est-à-dire à une ligne de définition et de partage de ses compétences avec ses communes membres ;
- De compétences facultatives (compétences qui ne font partie ni du bloc de compétences obligatoires ni du bloc de compétences optionnelles) ;

A. DES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

Aménagement de l'espace

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
 - Aménagement numérique – Réseaux et services locaux de communications électroniques définis à l'article L.1425-1 I du CGCT :
 - Établissement et exploitation sur son territoire des infrastructures et des réseaux de communications électroniques, au sens des 3° et 15°

de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques.

- À ce titre, la Communauté de Communes peut :
 - acquérir des droits d'usage à cette fin ou acheter des infrastructures ou des réseaux existants,
 - mettre de telles infrastructures ou réseaux à la disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants,
 - fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals (en cas d'insuffisance d'initiatives privées propres à satisfaire les besoins des utilisateurs finals et après en avoir informé l'Autorité de régulation des communications électroniques).

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur
- Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
- Création, aménagement et entretien des Zones d'aménagement concerté (ZAC) d'intérêt communautaire

Développement économique

Mise en œuvre des actions de développement économique et touristique :

- Axe économique
 - Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du Code général des collectivités territoriales
 - Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
 - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
- Axe touristique
 - Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'environnement

Étude, exécution et exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- la défense contre les inondations et contre la mer
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Accueil des gens du voyage

Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

Déchets ménagers

Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés, y compris les encombrants.

B. DES COMPÉTENCES OPTIONNELLES

1 | Politique de la ville

Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

2 | Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire

3 | Action sociale d'intérêt communautaire

- Participation aux actions de communication dans le domaine social,
- Action pour le maintien à domicile des personnes âgées,
- Action en faveur des jeunes : participation au financement de la mission locale,
- Action en faveur de la petite enfance : création et gestion d'un relais itinérant d'assistantes maternelles (RAM),
- Améliorer les conditions d'habitat des foyers les plus modestes de la communauté, lutter contre la précarité énergétique et l'insalubrité,
- Actions pour le maintien à domicile des personnes âgées, favoriser la mise aux normes accessibilité des logements.

4 | Maisons de services au public

Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes, en application des dispositions de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

5 | Politique du logement et du cadre de vie

Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées.

- Réalisation d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
- Élaboration, mise en œuvre et révision d'un Programme Local de l'Habitat (PLH), en l'espèce d'un PLUi valant PLH.

6 | Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels, sportifs et de loisirs d'intérêt communautaire

C. DES COMPÉTENCES FACULTATIVES

1 | Assainissement

Service public d'assainissement non collectif

2 | Action culturelle

Actions de soutien en faveur des activités culturelles qui concernent le périmètre communautaire.

3 | Formations post-Bac

Cette compétence intègre :

- Toutes démarches auprès des administrations concernées en vue d'obtenir la création de filières post-bac. La Communauté de Communes n'est pas compétente pour les adjonctions de filières post-Bac aux établissements scolaires existants sur le périmètre communautaire ;
- Toutes études préalables permettant de déterminer la faisabilité de ces créations ou participations financières à des études lancées à ce titre par l'État ou autre collectivité, ou établissements publics ;
- En cas de création, la Communauté de Communes est compétente en matière d'investissement ou d'attribution de subvention en investissement à des maîtres d'ouvrages extérieurs pour la réalisation de tous ouvrages ou équipements s'inscrivant dans la réalisation de l'opération (locaux d'enseignement, d'hébergement etc...).

4 | Fourrière intercommunale

Gestion de la fourrière intercommunale située Lieu-dit Saint-Béart à CASTELSARRASIN :

- Maîtrise d'ouvrage de tous travaux (neufs, extension, réparation)
- Acquisition de tous équipements nécessaires.

5 | Création, aménagement, entretien et financement d'aires de covoiturage

Création, aménagement et gestion d'aires de covoiturage sécurisées ou participation au financement de tels équipements.

6 | Restauration collective

À ce titre la Communauté de Communes est compétente pour :

- Création et gestion de la cuisine centrale, située à CASTELSARRASIN,
- Fabrication des repas en liaison froide, destinés aux écoles, centres de loisirs et adultes de foyers restaurants du territoire communautaire
- Livraisons des repas dans les points de distribution
- Matériels de remise en température des repas dans des points de distributions

À l'exception du dernier alinéa, cette compétence pourra être assurée au profit des Communes extérieures ou établissement par voie de convention de prestation de services.

7 | Sentiers pédestres

Création, aménagement et entretien des sentiers pédestres existants et répertoriés par le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne et tout sentier à créer en accord avec le Département et l'office de tourisme.

8 | Animations rurales et agricoles

Organisation d'animations et d'évènements à vocation agricole et rurale à l'échelle du périmètre communautaire et actions de soutien en faveur du développement de manifestations de cette nature.

9 | Projet alimentaire

Etudes et Développement d'un projet alimentaire de territoire.

D. DES COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES OU RESTITUÉES EN 2020

En 2020, aucune compétence n'a été ni transférée à la Communauté, ni restituée aux communes.

Les modifications apportées sur les attributions de compensation de 2020 concernaient :

- La refacturation du service commun d'instruction des demandes d'urbanisme au coût réel du service de 2019.
- La restitution des subventions aux associations.
- La retenue complémentaire au titre de la compétence « action sociale » (RAM) suite au transfert effectif au 1^{er} juillet 2019.

En 2020, la Communauté de communes a géré un budget principal créé en 2017 suite à la fusion et 6 budgets annexes (dont 2 qui ont été créés en 2018) :

- Collecte et traitement des déchets : ce budget a été créé en avril 2017 afin d'isoler ce service.
- Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) créé en 2016 (obligation en raison de son caractère industriel et commercial de retracer les opérations dans un budget annexe).
- Budget Barrès Fleury Borderouge : budget relatif à l'aménagement de zones intercommunales (BARRES FLEURY BORDEROUGE) soumis à la comptabilité de stocks. Il retrace toutes les dépenses et les recettes de ces zones d'activités.
- Budget Zones artisanales : budget relatif à la Zone de TRABESSES de Saint-Aignan et à la zone de la Biarne à Saint Nicolas de la Grave. Ce budget a été créé en avril 2017 afin de gérer en comptabilité de stocks les terrains restant à commercialiser sur cette zone.
- Budget Zone du Luc (créé au 1/01/2018) : budget relatif à l'aménagement de la Zone du Luc située à Moissac.
- Budget Zone de Terre Blanche (créé au 1/01/2018) : budget relatif à l'aménagement de la Zone de Terre Blanche située à Castelsarrasin.

I – LE BUDGET PRINCIPAL

En préambule, il est important de souligner que le **CA 2020 est conforme au Compte de gestion**, établi par M. le Trésorier.

Au budget Principal, sont retracées toutes les dépenses et recettes des services suivants :

- Administration Générale
- Fourrière
- Cuisine centrale
- Piscine
- Paris hippiques
- Maison de santé
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Portage de repas
- Relais Assistantes Maternelles
- Numérique dont fibre optique
- OPAH
- Aménagement
- Voirie
- Eclairage public
- Aéroport
- Prestations d'urbanisme
- Développement économique
- Tourisme
- Conférence Intercommunale du Logement (CIL)
- GEMAPI

1.1 L'exécution budgétaire 2020

La communauté de communes vote son budget par nature et par chapitres. Les résultats de l'exécution budgétaire 2020 sont donc présentés en fonction de cette structuration.

Vue d'ensemble et résultats

	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés		9 269 287,06		1 770 076,50		11 039 363,56
Opération de l'exercice	14 536 243,14	16 200 918,70	5 707 064,34	3 610 709,80	20 243 307,48	19 811 628,50
Résultats de l'exercice		1 664 675,56		-2 096 354,54		-431 678,98
TOTAUX	14 536 243,14	25 470 205,76	5 707 064,34	5 380 786,30	20 243 307,48	30 850 992,06
Résultats de clôture		10 933 962,62		-326 278,04		10 607 684,58

Le résultat de clôture 2020 est donc de :

- **10 933 962.62 € en fonctionnement**
- **- 326 278.04 € en investissement**

L'excédent global de clôture est donc de 10 607 684.58 € (pour mémoire, il était de 11 039 363.56 € au Compte Administratif 2019).

1.2 La section de fonctionnement

La communauté de communes Terres des Confluences existe depuis 4 ans. Nous pouvons donc faire un comparatif entre les 3 années 2017, 2018 et 2019 afin d'analyser l'évolution des comptes administratifs, en dépenses et en recettes.

1.2.1 Les dépenses

Orientations budgétaires 2020

Maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement avec pour objectif cible une augmentation de 2%.

DEPENSES BUDGET PRINCIPAL									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
011	Charges à caractère général	1 140 321,00	770 258,27	1 253 872,00	940 993,95	1 724 808,00	1 009 131,00	58,51%	6,75%
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 884 020,73	2 531 715,33	3 079 032,00	2 713 904,25	3 426 570,00	2 917 353,55	85,14%	6,97%
014	Atténuations de produits	8 462 827,24	8 293 406,24	8 337 511,63	8 337 268,25	8 283 718,63	8 262 636,44	99,75%	-0,90%
65	Autres charges de gestion courante	1 132 736,14	1 074 677,33	1 194 256,91	1 067 251,05	1 271 699,15	1 047 780,52	83,68%	-1,86%
66	Charges financières	14 362,00	14 303,84	48 300,00	40 169,40	50 000,00	45 431,44	90,86%	11,58%
67	Charges exceptionnelles	126 965,00	82 956,99	266 152,00	205 345,40	396 506,53	395 513,37	99,75%	48,08%
68	Dotations provisions semi-budgétaires	1 785,50	1 785,50	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00%	
022	Dépenses imprévues	793 548,55	0,00	789 000,30	0,00	121 855,36	0,00	0,00%	
	Opérations réelles	14 556 566,16	12 769 103,50	14 980 124,84	13 304 932,30	15 287 157,67	13 677 846,32	89,47%	2,73%
023	Virement à la section d'investissement	5 668 263,60	0,00	7 420 339,25	0,00	8 911 647,13	0,00	0,00%	
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	755 000,03	782 265,32	834 100,00	827 876,72	871 900,00	858 396,82	98,45%	3,56%
	Opérations d'ordre	6 423 263,63	782 265,32	8 254 439,25	827 876,72	9 783 547,13	858 396,82	8,77%	3,56%
	TOTAL GENERAL	20 979 829,79	13 551 368,82	23 234 564,09	14 132 809,02	25 070 704,80	14 536 243,14	57,98%	2,78%

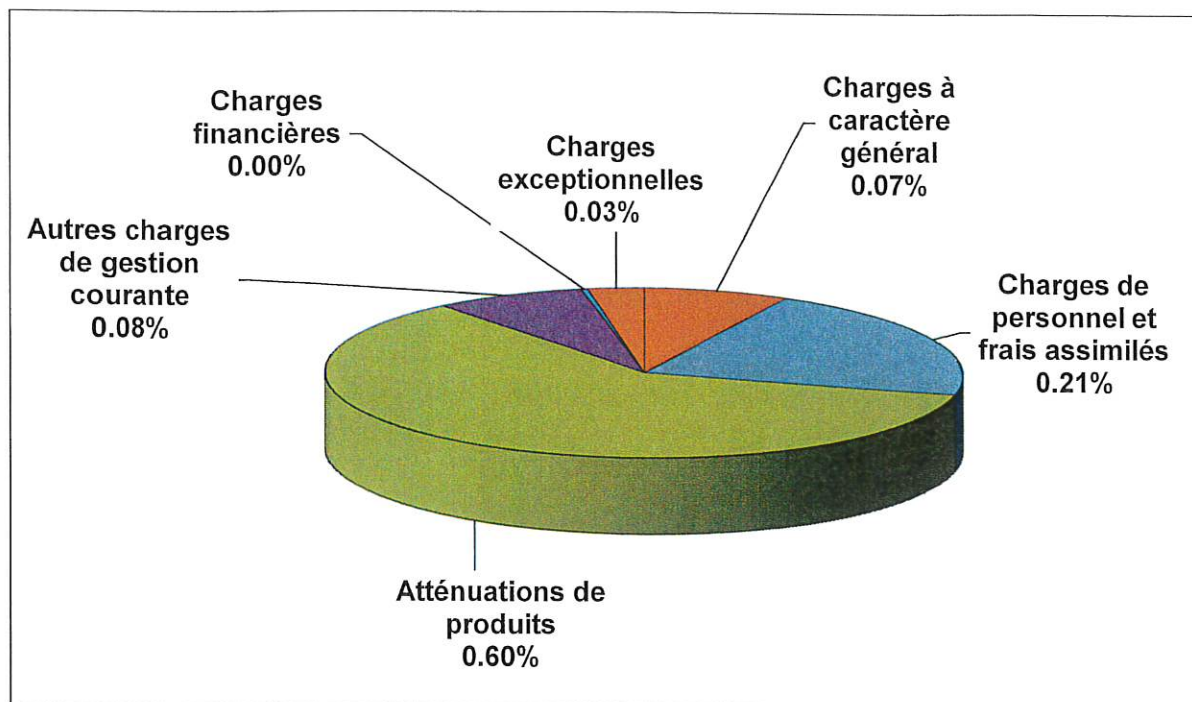
Les dépenses de fonctionnement du budget principal affichent globalement une évolution de 2.78 %.

S'agissant des dépenses réelles, qui ont donné lieu à décaissement effectif, elles augmentent de 2.73 % entre 2019 et 2020.

L'objectif cible n'est donc pas totalement atteint. Les développements ci-après permettent d'en donner une explication.

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à **13 677 846.32 €**.

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement 2020 :



1. Les atténuations de produits

Les atténuations de produits représentent 60,41 % des dépenses réelles de fonctionnement. C'est le poste le plus important des dépenses de fonctionnement. Elles sont quasiment stables sur ces 3 dernières années.

Chapitre	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020
014	Atténuations de produits	8 293 406,24	8 337 268,25	8 262 636,44
7391171	Dégrèvement TF sur propriété non bâties pour jeunes agriculteurs	47,00	329,00	623,00
7391178	Autres restitutions au titre dégrèvement sur contributions directes		10 836,62	522,00
739211	Attributions de compensation	7 630 544,24	7 663 287,63	7 598 676,44
739221	FNGIR	662 815,00	662 815,00	662 815,00

➤ Les attributions de compensation

Les attributions de compensation ont diminué de 64 611.19 € entre 2019 et 2020.

En 2020 :

Les attributions de compensation en 2020 ont été révisées car :

- Le RAM intercommunal est entré dans son exercice en année pleine suite au transfert effectif du RAM au 1^{er} juillet 2019

- La refacturation au coût réel de 2019 du service commun d'instruction des demandes d'urbanisme a impacté les AC des communes concernées d'après les dépenses constatées sur l'exercice 2019
- La restitution (pour la dernière année) des subventions aux associations.

A noter, le montant des attributions de compensation provisoires de 2020 communiqué le 6 février 2020, correspondait au montant des attributions de compensation définitives de 2020.

Par conséquent, même si la délibération d'approbation a été votée en mars 2021, le montant inscrit au budget 2020 et versé aux communes n'a pas entraîné de modifications des crédits budgétaires.

➤ La refacturation du service commun instruction

Pour rappel, jusqu'en 2017 ce service commun « instruction des demandes d'urbanisme » était refacturé par le biais de convention entre la Communauté et les Communes. Depuis 2018, le paiement de ce service commun intervient par le biais des attributions de compensation comme prévu par l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités. Il ne nécessite pas de vote formel de la CLECT et est actualisé chaque année en fonction du coût du service.

Il se répartit de la façon suivante :

	COUT REEL 2019
Moissac	64 181,97 €
Castelsarrasin	115 806,60 €
Lizac	4 177,81 €
Boudou	6 138,59 €
Montesquieu	6 138,59 €
Castelferrus	3 773,93 €
Castelmayran	7 814,72 €
Cordes Tolosanes	5 715,10 €
Garganvillar	3 883,62 €
Lafitte	3 700,81 €
Saint Aignan	2 366,48 €
Saint Porquier	7 802,54 €
Saint Nicolas de la Grave	10 673,82 €
La Ville Dieu du Temple	19 695,19 €
TOTAL GENERAL	261 869,75 €

➤ La restitution, pour la dernière année, des subventions aux associations

En 2018, la définition des intérêts communautaires a entraîné la restitution des subventions que versait la Communauté pour des actions qui relèvent des communes.

Exceptionnellement, la Communauté a continué à verser en 2018 les subventions pour deux associations avec lesquelles une convention d'objectifs était en cours.

Pour rappel, il a été convenu que le montant moyen des subventions sur les 3 dernières années sera restitué aux communes jusqu'en 2020 inclus.

COMMUNES	Restitution des subventions anciennement versées par la CC et retour aux communes (dernière année = 2020)
Boudou	- €
Castelsarrasin	39 750.00 €
Durfort Lacapelette	- €
Lizac	- €
Moissac	45 283.00 €
Montesquieu	- €
Angeville	331.09 €
Castelferrus	632.32 €
Castelmayran	1 656.80 €
Caumont	476.28 €
Cordes Tolosannes	503.42 €
Coutures	141.12 €
Fajolles	147.90 €
Garganvillar	967.48 €
Labourgade	259.17 €
Lafitte	333.80 €
Montain	153.33 €
Saint-Aignan	582.12 €
Saint-Arroumex	222.53 €
Saint-Nicolas-de-la-Grave	3 542.63 €
La-Ville -Dieu-du-Temple	3 500.00 €
Saint Porquier	- €
TOTAL FONCTIONNEMENT	98 483 €

➤ Retenue complémentaire au titre de la compétence action sociale (RAM)

Pour rappel, en 2019 les Relais d'Assistantes maternelles (RAM) de Castelsarrasin et de Moissac ont été transférés au 1^{er} juillet 2019 dans le cadre de la compétence « action sociale ». Le transfert ayant eu lieu au 1^{er} juillet, les montants retenus sur les AC de 2019 ne correspondaient qu'au coût de transfert d'une demi-année ; d'où une retenue complémentaire d'une ½ année pour correspondre à une année pleine.

COMMUNES	RETENUE ACTION SOCIALE RAM (1/2 année supplémentaire)
Castelsarrasin	4 539.56 €
Moissac	7 462.52 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	12 002.08 €

COMMUNES	RETENUE ACTION SOCIALE RAM (1/2 année supplémentaire)
Castelsarrasin	1 517.64 €
Moissac	952.07 €
TOTAL INVESTISSEMENT	2 469.71 €

Voici le détail des attributions de compensation par commune pour 2020 :

	AC 2020 Fonctionnement		AC 2020 Investissement	
	DEPENSES A verser aux communes	RECETTES A verser par les communes	DEPENSES A verser aux communes	RECETTES A verser par les communes
Boudou	77 668.34			30 971.79
Castelsarrasin	4 046 285.00			106 956.34
Durfort Lacapelette	26 632.77			81 190.48
Lizac	23 736.09			34 990.15
Moissac	3 025 529.92			64 004.36
Montesquieu	31 881.40			59 608.83
Angeville		16 219.13	13.18	
Castelferrus		1 478.70	1 698.87	
Castelmayran	3 216.93		788.68	
Caumont		24 030.28	546.23	
Cordes Tolosannes	5 765.62		139.85	
Coutures		20 402.43	41.27	
Fajolles		26 014.10		
Garganvillar		47 886.33	484.90	
Labourgade	7 224.13		319.25	
Lafitte		17 179.45	581.77	
Montaïn		11 548.33	5.73	
Saint-Aignan	15 234.99		763.46	

Saint-Arroumex		9 677.05	360.52	
Saint-Nicolas-de-la-Grave	191 229.67		1 223.86	
La-Ville-Dieu-du-Temple	53 573.90			59 974.45
Saint-Porquier	90 697.68			30 464.84
TOTAL	7 598 676.42	174 435.80	6 967.57	468 161.24

➤ Le FNGIR

Il s'agit d'un mécanisme de redistribution horizontale des ressources entièrement alimenté par les collectivités locales et les groupements « gagnants » du fait de la réforme de la taxe professionnelle.

Depuis 2011, les ressources fiscales de chaque communauté sont, chaque année, selon le cas :

- Diminuées d'un prélèvement au bénéfice du FNGIR
- Ou augmentées d'un reversement des ressources provenant de ce fonds

La Communauté de communes Sère Garonne Gimone et les communes de La Ville Dieu et Saint Porquier étaient prélevées en 2016, contrairement à Terres de Confluences qui bénéficiait d'un reversement.

La communauté de communes a dû verser du FNGIR pour un montant de **662 815 €**, comme en 2017, 2018 et 2019.

2. Les charges à caractère général

Les charges à caractère général représentent 7.38 % des dépenses réelles de fonctionnement. Ces dépenses concernent des dépenses de fonctionnement courant comme l'électricité, le carburant, l'entretien des véhicules et des bâtiments et les contrats de prestation de service.

Chapitre	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
011	Charges à caractère général	770 258,27	940 993,95	1 009 131,00	
020	Administration générale de la collectivité	127 155,13	124 630,05	181 718,14	Dépenses courantes (eau, électricité, téléphone...). Contrats de prestations de services. Maintenances. Dépenses complémentaires sur 2020 : - Fournitures de voirie parking provisoire maison de l'intercommunalité : 12 000 € - Achats de masques – gants – plexi : 8 300 € - Entretien des locaux journalier : 2 800 € - Electricité avec extension : + 4 000 € - Location pagode : 750 € - Adhésion au service RGPD du Centre de gestion : 4 000 €
12	Fourrière	2 042,63	1 259,38	36,09	Dépenses électricité de la fourrière qui sont refacturées à l'association « Les oubliés de Saint Béart »
251	Hébergement et restauration scolaire	9 945,15	9 331,47	60 042,12	Taxes foncières, personnel de remplacement facturé par Sogeres (en charge de la DSP de la cuisine centrale). Pour 2020, nouvelles dépenses : -Assurance Dommage Ouvrage construction nouvelle cuisine centrale : 17 300 € -Frais de contentieux AMO gestion cuisine centrale : 4 620 € -Facturation par SOGERES des repas pris par la Commune d Montesquieu (repas refacturés ensuite à la commune) : 12 750 €

413	Piscines	790,10		2 715,00	Accompagnement pour ajout d'une clause d'insertion sociale dans le marché de travaux du centre aquatique.
511	Maison de santé	8 365,75	5 998,00	8 356,60	Equipements divers (extincteurs, maintenance climatisation, assurance bâtiment...)
524	Aire d'accueil des gens du voyage	170 200,07	199 686,38	119 348,03	Frais de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage (en 2019, Etude pour diagnostic de l'aire d'accueil 19 400 €)
61	Portage des repas	7 504,91	16,18		
64	RAM	4 636,87	7 257,94	10 241,96	Elargissement du RAM intercommunal au 1er juillet 2019
70	OPAH	21 972,00	24 888,00	552,17	
72	Aide au secteur locatif			15 365,04	Mission d'assistance Conférence Intercommunale du Logement
811	SPANC	25,97	0,00	0,00	Eléments dans budget annexe dédié
812	Collecte et traitement des ordures ménagères	16,33	0,00	0,00	Eléments dans budget annexe dédié
814	Eclairage public	59 446,85		870,61	L'éclairage public a été basculé en 2019 dans le poste analytique "interventions économiques"
816	Fibre optique	0,00	921,59	0,00	
820	Service aménagement	7 816,84	11 983,74	12 126,20	
822	Voirie communale et routes	275 562,60	377 281,97	482 632,16	La voirie est le poste le plus important de ce chapitre. L'augmentation entre 2019 et 2020 est due à l'attribution en 2020 du marché de curage des fossés : ce marché a eu une réalisation de 100 000€ en 2020.
824	Aérodrome	367,81	43 886,96	32 368,01	Assurance RC aérodrome (assurance obligatoire prise à compter de 2019) : 5 450 € Audit et mise en conformité des manuels d'exploitation : 4 300 € Location et entretien WC, entretien terrains : 4 000 € Réparations diverses : 5 000 € Relevés d'obstacles : 6 000 € Taxes foncières : 15 000 €
830	Service commun instruction	24 922,54	25 587,57	29 898,74	
831	Gémapi			11 931,00	
90	Interventions économiques	48 852,54	106 469,99	40 322,77	Augmentation des dépenses dues à l'éclairage public des ZAE qui a été basculé sur ce poste analytique en 2019.
95	Aides au tourisme	634,18	1 794,73	606,36	

On peut constater une évolution de 6.75 % en 2020 qui est due principalement à :

- Attribution du marché de curage des fossés en 2020 qui a été réalisé à hauteur de 100 000 €
- Des frais supplémentaires liés à la crise sanitaire : location pagode, achat de masques, lingettes, produits d'entretien, entretien et désinfection des bâtiments journaliers
- Mise en place d'un parking provisoire durant la finalisation de l'extension de la maison de l'intercommunalité
- Adhésion pour la 1^{ère} année au RGPD avec le centre de gestion
- La mission d'assistance de la conférence intercommunale du logement dans le cadre de la compétence de la politique de la ville
- L'exercice en année pleine du RAM

Voici les dépenses liées au COVID : 15 501.60 €

➤ Achat de masques, lingettes, gants, gel ... :	7 503.04 €
➤ Location d'une pagode 2 fois 15 jours :	756.00 €
➤ Achat de Plexi :	153.60 €
➤ Prestation désinfection journalière (RAM, Maison de l'intercommunalité, Antenne de collecte, antenne de voirie) avec une entreprise :	7 296 €

Compte tenu des dépenses effectuées pour l'achat de masque, une dotation de l'état a été versée à hauteur de 670.50 €

3. Les charges de personnel

Les charges de personnel représentent 21.33 % des dépenses réelles de fonctionnement. Ce chapitre comprend toutes les dépenses de personnel de la communauté de communes mais aussi le personnel mis à disposition par les communes dans le cadre de la mutualisation.

Les dépenses de 2020 ont été supérieures à celles de 2019 à hauteur de 203 449 € (soit 6.97%).

Cette évolution est due à quatre postes principaux :

- **L'assurance statutaire du personnel qui a fortement évolué entre 2019 et 2020.**

En 2019, l'assurance des prestations statutaires couvrait :

Agents titulaires : Décès, Accidents de travail

Agents contractuels :

Accident de service / Maladie professionnelle

Maternité / Paternité / Adoption

Maladie grave

Cette assurance avait un cout de **0.83 %** de la masse salariale pour les agents titulaires et **1.80 %** pour les agents contractuels. Cela a représenté un cout de **10 982.14 € sur l'année 2019.**

En 2019, la communauté de communes a revu le contrat d'assurance des prestations statutaires du personnel avec effet au 1^{er} janvier 2020 en lançant un marché d'Appel d'Offres Ouvert. Compte tenu du taux d'absentéisme en 2019 et du coût que cela a représenté, le choix de la Commission d'Appel d'Offres a été de retenir les éléments suivants :

Agents titulaires : Décès, Accidents de travail

Maladie ordinaire avec franchise de 20 jours (prestation supplémentaire). Avant 2020, la communauté de communes s'auto assurait pour la maladie ordinaire.

Agents contractuels :

Accident de service / Maladie professionnelle

Maternité / Paternité / Adoption

Maladie grave

Ce nouveau contrat d'assurance fait donc **évoluer le taux de couverture de 0.83 % à 3.15 %** pour les agents CNRACL, et à 1.55 % pour les agents IRCANTEC. Les dépenses de ce poste qui étaient de 10 982.14 € en 2019, **passent donc à 36 643.75 € en 2020.**

- **La participation à Plurelya qui est un organisme pour les œuvres sociales du personnel**

Jusqu'en 2018, la Communauté de Communes adhérait au Comité des Œuvres Sociales et versait une subvention : cela n'impactait donc pas ce chapitre.

En 2019, il a été fait le choix, par délibération n° 07/2019-6 du 9 juillet 2019, d'adhérer à l'organisme Plurélya et de verser une cotisation annuelle de 99 € par agent titulaire ou stagiaire, à compter du 1^{er} août 2019.

- **La mise en place du RIFSEEP au 01/01/2020 et notamment d'un complément indemnitaire annuel (CIA)**

Au 1^{er} janvier 2020 la mise en conformité réglementaire du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertise et Engagement professionnel par l'instauration de l'Indemnité de Fonction, de Sujétions et de l'Expertise (IFSE) et de Complément Indemnitaire Annuel (CIA) a engendré une augmentation des charges en personnel.

En effet, les élus ont souhaité valoriser l'effort fait par les agents en 2018, lors de la réduction de trois jours de congés annuels, en redéployant cette économie sous forme de prime annuelle.

Le CIA est versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir et se fonde sur l'entretien professionnel annuel. Il est versé en une fois au mois de juin de l'année suivant l'entretien.

Pour l'année 2020, le CIA a représenté une enveloppe de 14.397 €.

- **Des mouvements de personnel pour le bon fonctionnement des services**

Malgré le départ de la précédente DGA en août 2020, la CCTC a recruté un CDD au service du développement économique en remplacement d'un agent ayant quitté la communauté, l'intégration de deux agents supplémentaires au RAM dont 2 reclassés en catégorie A, et un responsable du développement social arrivé en août 2020, en remplacement d'un agent mis à disposition par la ville de Moissac à hauteur de 50%.

- De plus, des mises à disposition de personnel et/ou de service sont mises en place :

Mises à disposition individuelles :

- Un agent de la commune de Castelsarrasin, sur la prospective financière, la gestion de la dette et la CLECT, est mis à disposition à hauteur d'un maximum de 20% annuel de son temps de travail.
- Un agent de la commune de Moissac est mis à disposition à hauteur de 50% pour des missions de géomaticien.

Mises à disposition de service :

- Dans le cadre des missions de voirie, mise à disposition des agents techniques des communes de La Ville-Dieu-du-Temple, Lizac, Durfort-Lacapelette, Montesquieu, Boudou et Saint-Porquier
- Mise à disposition du service marchés publics de la commune de Castelsarrasin

Ces mises à disposition de personnel représentent 67 910.51 € en 2020 contre 119 936.34 € en 2019.

Chapitre	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 531 715,33	2 713 904,25	2 917 353,55	
020	Administration générale de la collectivité	399 991,22	514 535,45	450 378,07	Directrice Générale Adjointe : départ en août 2020. Reclassement d'agents suite à la restitution de compétence : - 1 agent de la Fourrière - 1 agent du portage de repas

12	Fourrière	60 827,25	15 448,48		Restitution de la compétence Fourrière Animale aux communes et reclassement des agents dans d'autres services depuis avril 2019
251	Hébergement et restauration scolaire	93 988,69	91 704,84	97 698,04	Personnel détaché de la cuisine centrale.
511	Dispensaires et autres établissements sanitaires		20 323,87	41 551,47	Arrivée en aout de la responsable du Contrat Local de santé.
524	Aire d'accueil des Gens du voyage			4 033,71	Répartition analytique d'agents déjà en poste en charge de l'aire d'accueil des gens du voyage.
61	Portage des repas aux personnes âgées	12 118,43	1 019,16		Restitution de la compétence aux communes en avril 2019. L'agent a été reclassé en administration générale.
64	RAM	29 821,16	90 321,52	128 443,68	Elargissement du RAM intercommunal au 1er juillet 2019 avec intégration RAM des CCAS Castelsarrasin et Moissac. Passage d'une équipe d'un à 3 agents : 2 transferts titulaires Cat A EJE suite au transfert de compétence RAM intercommunal et du personnel des mairies de Moissac et Castelsarrasin au 01/07/2019
70	Conférence intercommunale du logement			11 330,76	Répartition analytique d'un agent déjà en poste en charge de la conférence intercommunale du logement.
811	SPANC	75 142,35	73 943,79	84 427,79	Répartition analytique des agents en charge du SPANC
812	Collecte et traitement des ordures ménagères	1 047 509,16	1 073 559,53	1 068 695,57	
820	Service aménagement	72 298,42	79 146,81	74 059,67	Changement de répartition analytique d'un agent
822	Voirie communale et routes	407 369,18	454 388,91	622 660,96	Stabilisation de l'équipe polyvalente et stagiairisation de 3 agents contractuels 1 Recrutement sur emploi vacant 1 Contractuel remplaçant un agent en longue maladie 1 Reclassement pour inaptitude du service de la collecte des déchets
824	Autres opérations d'aménagement urbain		4 143,50	6 990,05	
830	Service commun instruction	218 190,05	221 060,07	233 493,76	Changement de répartition analytique d'un agent
90	Interventions économiques	84 278,19	66 330,07	80 922,67	Recrutement d'un CDD au service développement économique
95	Aides au tourisme	30 181,23	7 978,25	12 667,35	Changement de répartition analytique d'un agent

4. Les autres charges de gestion courante

Les autres charges de gestion courante représentent 7.66 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Ce chapitre n'a pas subi d'évolution majeure depuis 2018 :

- La prise de compétence Gémapi en 2018, a entraîné une augmentation des dépenses envers plusieurs structures de rivières (Syndicat mixte du bassin de la Gimone, Syndicat mixte du bassin de Lemboulas, le syndicat de Barguelonne). Ces dépenses ont donné lieu à une diminution des attributions de compensation pour les communes concernées.

Un marché a également été lancé en groupement de commande avec le Grand Montauban pour une étude relative à l'établissement d'un Programme d'Action et de Prévention des Inondations (PAPI)

- Le **versement de la subvention d'équilibre**, entre le budget principal et les budgets annexe collecte et traitement des déchets et SPANC.

A noter, il n'y a pas eu de versement de subvention d'équilibre en fonctionnement vers le budget collecte en 2019 et 2020.

- Les subventions aux associations ont évolué suite au transfert de la compétence tourisme avec une augmentation de la subvention.

Chapitre	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
65	Autres charges de gestion courante	1 074 677,33	1 067 251,05	1 047 780,52	
651	Redevance pour concessions, brevets, licences...	384,00	576,00	276,00	
6531	Indemnités	139 343,40	137 684,76	121 435,47	
6533	Cotisations de retraite	6 054,48	6 985,06	6 232,18	
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	33 637,04	32 779,32	33 598,09	
6542	Créances éteintes			1 769,34	Annulation de titres sur années antérieures suite à décision du tribunal.
65548	Autres contributions	137 877,21	128 336,46	109 270,02	PETR Garonne Quercy Gascogne : 61 854 € Syndicat mixte Tarn et Garonne numérique : 26 565 € Syndicat mixte bassin des rivières Astarac : 20 367 € Syndicat mixte du bassin de Lemboulas : 8 957.22 € Syndicat mixte Barguelonne : 11 524.80 €
657341	Communes membres du GFP		200 000,00	200 000,00	Versement fonds de concours communes de Castelsarrasin et Moissac. Restitution de la retenue faite sur les AC pour le fonctionnement du centre aquatique.
657364	A caractère industriel et commercial	259 891,31	84 531,06	80 000,00	Versement subvention de fonctionnement : - Budget collecte : 0 € en 2019 et 2020 206 591.31 € en 2018 - Budget SPANC : 80 000 € en 2020 84 531 € en 2019 53 300 € en 2018
6574	Subv.fonct.aux asso.&autres pers. de droits privé	493 963,00	476 356,36	495 198,96	Dont : - Office de tourisme : 420 698.96 € en 2020 398 996.36 € en 2019 328 956 € en 2018 - Autres : 74 500 € en 2020 77 360 € en 2019 165 007 € en 2018
658	Charges diverses de la gestion courante	3 526,89			Régie d'avance aire d'accueil des gens du voyage
65888	Autres		2,03	0,46	Cotisations Elus

5. Les charges financières

Les charges financières représentent 0.33 % des dépenses réelles de fonctionnement et a subi une évolution de 12 % entre 2019 et 2020 soit un montant supplémentaire de 5 262.04 €.

Cela concerne les intérêts d'emprunt.

Banque	Objet	Capital emprunté	Année de réal.	Durée	Date de fin	Taux	Capital restant au 1/01/2020	Montant capital 2020	Montant intérêts 2020
Crédit agricole	Pelle	170 000,00 €	2013	7 ans	2020	Fixe 2.94%	25 922,37	25 922,37	762,12
KUBOTA FINANCES	Tracteur Kubota	60 000,00 €	2016	5 ans	2021	Fixe 0.948%	24 226,14	12 055,80	230,20
Crédit agricole	Epareuse	42 890,00 €	2016	5 ans	2021	Fixe 0.76%	17 351,06	8 642,70	131,87
Crédit agricole	Cuisine centrale	1 300 000,00 € (*)	2017	20 ans	2037	Fixe 1.84 %	1 259 373,99	55 045,48	22 794,12
La banque Postale	Cuisine centrale (emprunt complémentaire)	1 185 000,00 €	2018	20 ans	2037	Fixe 1.57 %	1 125 750,00	59 250,00	17 325,44
Crédit agricole	Maison de santé	400 000,00 €	2017	15 ans	2032	Fixe 1.49 %	351 679,53	24 704,57	5 102,43
Commune de Saint Nicolas	Bâtiment	336 000,00 €	2009	20	2028	0	151 200,00	16 800,00	
TOTAL							2 955 503,09	202 420,92	46 346,18

(*) : Le prêt la cuisine centrale a été réalisé en 2017.

Le montant du prêt de la cuisine centrale s'élève à 1 300 000 € : 10 % du montant a été débloqué en 2017. La communauté de communes avait 24 mois pour le consolider, soit jusqu'en juin 2019. Le solde du prêt, soit 1 170 000 €, a été débloqué en juin 2019.

La communauté de communes a donc payé le prêt de la cuisine centrale en années pleines sur 2020.

6. Les charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles représentent 2.89 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles ont significativement augmenté entre 2019 et 2020 de 48%.

Chapitre	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
67	Charges exceptionnelles	82 956,99	205 345,40	395 513,37	
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	0,00	42,90	0,00	
6718	Autres charges exceptionnelles sur op.de gestion				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	17 331,99	0,00	1 006,84	
67441	aux budgets annexes. & régies dotées seule autonomie financière	0,00	205 302,50	294 506,53	Subvention vers budgets annexes de zones d'activité (*)
67444	aux syndicats exploitant un SPIC	65 625,00	0,00		Subvention exceptionnelle syndicat mixte Tarn et Garonne numérique en 2018 : 65 625 €
6748	Autres subventions exceptionnelles			100 000,00	(**)

(*)

Versement d'une subvention d'équilibre de 200 000 € par an aux budgets annexes de zones d'activités afin de couvrir le déficit au prorata des surfaces déjà vendues dès 2019 et pendant 5 ans.

Les raisons de ce versement

Une commission conjointe « Finances, Marchés Publics et Vie associative » et « Développement économique – Attractivité du Territoire et Agriculture » a eu lieu le 15 février 2019. Lors de cette commission, il a été présenté le bilan des zones d'activités gérées dans un budget annexe avec le prix de revient par zone et le prix de vente. Les zones concernées sont :

- Barrès 1
- Barrès 2
- Barrès 3
- Barrès 4
- Fleury
- Borderouge
- Zone de Saint Aignan

Lorsque le produit des ventes est inférieur au prix de revient, le budget est déficitaire et une subvention d'équilibre doit être versée par le budget principal (section de fonctionnement). C'est le cas pour les zones d'activités de la communauté de communes.

Compte tenu du déficit des zones d'activités à aujourd'hui et des m² vendus, des subventions d'équilibre du budget principal auraient dû être versées au fur et à mesure des ventes à hauteur de 2 593 662.19 €.

Début 2019, 1 550 897.20 € avaient déjà été versés.

→ Il restait donc à verser 1 042 764.99 € au budget annexe début 2019.

Afin de ne pas trop impacter le budget principal, les membres de ces commissions ont validé le principe d'étaler le versement sur 5 ans soit 200 000 € par an de 2019 à 2023.

Il a été aussi noté, que lorsque de nouveaux terrains seront vendus à un prix inférieur au prix de revient, le budget principal viendra combler le déficit au fur et à mesure des ventes. Voici le détail des subventions prévues sur le budget 2020 :

ZONES D'ACTIVITES	TRABES SE	BARRES 1	BARRES 2	BARRES 3	BARRES 4	FLEURY	BORDE ROUGE	LUC	TERRE BLANCHE	TOTAL
Prix de revient	11,93	16,52	21,58	23,72	1,70	31,75	15,74	26,59	8,33	
(a) Prix de vente appliqué en 2019		14,00	8,20	0,00	0,00	0,00	12,00	25,00		
(b) Différence prix de revient / prix de vente => Reste à charge à financer par le budget principal		2,52	13,38	23,72	1,70	31,75	3,74	1,59	8,33	
€ m ² vendus en 2019		4 046,00	5 095,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00	3 535,00		
d = (b*c) Déficit à combler par budget principal en 2020 suite aux ventes réalisées en 2019		10 215,28	68 174,56	0,00	0,00	0,00	10 499,83	5 616,86	0,00	94 506,53
€ Subvention d'équilibre versée chaque année depuis 2019 et pendant 5 ans	8 600,00	1381,86	30 220,00	57 000,00		52 798,14	50 000,00			200 000,00
(d+e) Subvention d'équilibre à verser en 2020 par le budget principal	8 600,00	11 597,14	98 394,56	57 000,00	0,00	52 798,14	60 499,83	5 616,86	0,00	294 506,53

A retenir :

Au total, une subvention d'équilibre de **294 506.53 €** sera à verser du budget principal vers les budgets annexes pour les zones concernées. Ce montant est composé de deux postes :

- Subvention d'équilibre versée sur la période 2019 – 2023 : 200 000 €

- Déficit à combler par le budget principal en 2020 suite aux ventes réalisées sur 2019 : 94 506.53 €

(**)

Dans le cadre de sa compétence « développement économique » et plus spécifiquement de sa mission en matière de politique locale du commerce, la Communauté de Communes Terres des Confluences a souhaité accompagner la relance de l'économie locale (suite au confinement imposé par la gestion de la crise du Covid 19) par une action forte auprès des commerces locaux, en accompagnant l'activité marchande et artisanale par la distribution de chèques-cadeaux aux particuliers ayant souscrits des bons d'achat auprès des commerces partenaires de l'opération.

Une enveloppe de 100.000 € a donc été dédiée à cette opération.

7. Les Dotations provisions semi budgétaires

Des provisions avaient été prévues pour un risque d'impayés sur le budget principal à hauteur de 12 000 € et il n'a pas été nécessaire de les constater.

1.2.2 Les recettes

Rappel des orientations budgétaires 2020

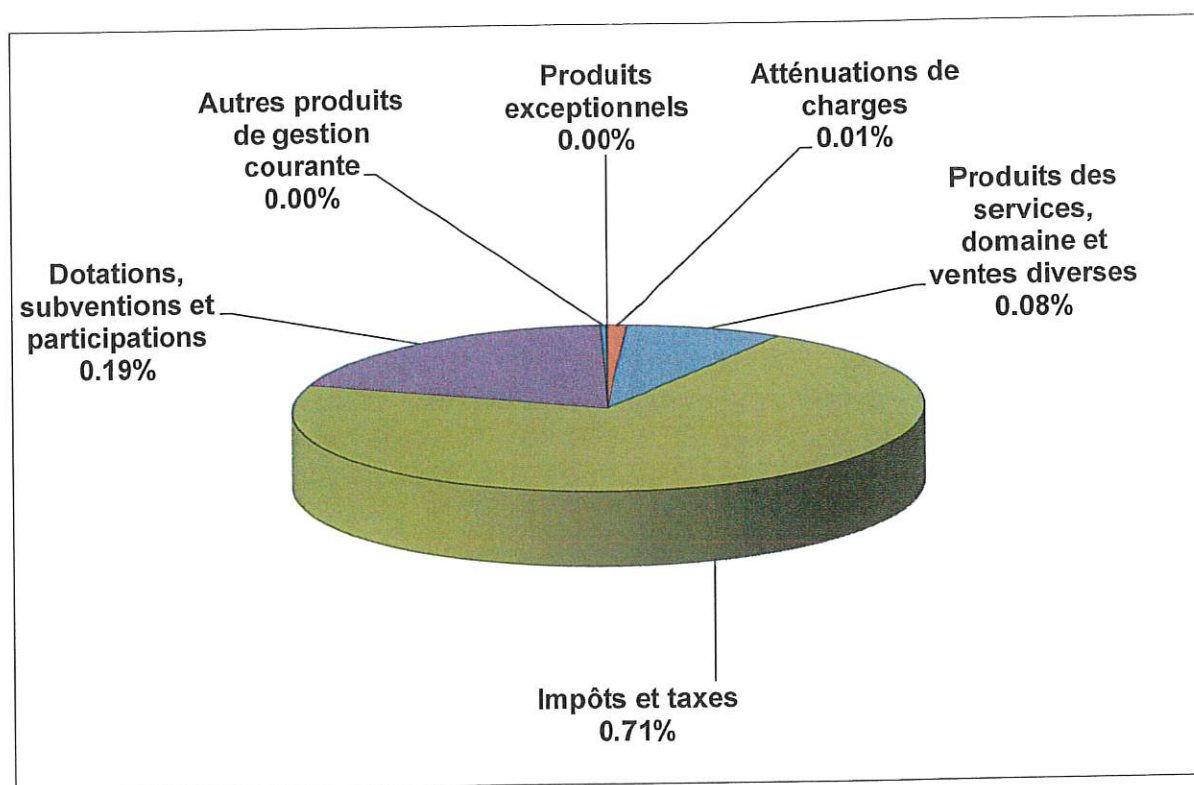
- La fiscalité directe :
Taux de Taxe d'Habitation stable entre 2019 et 2020 suite à la Loi de Finances 2020
Evolution de 2% des Taxes Foncières bâties et non bâties
- Le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) : par prudence, la répartition dérogatoire n° 1 est préconisée comme hypothèse budgétaire pour 2020.
- Réévaluation du coefficient de la TASCOM de 0.05 %
- Taux de CFE stable
- Produit de la taxe GEMAPI pour 2020 : 100 000 €

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net CA 2020 /Voté 2020	Evolution CA 2020/CA 2019
013	Atténuations de charges	1 216 873,00	1 123 630,40	1 162 265,00	146 197,77	127 260,00	155 884,31	122,49%	6,63%
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	96 201,00	90 601,32	61 661,00	1 134 305,15	1 219 485,00	1 275 444,50	104,59%	12,44%
73	Impôts et taxes	10 657 949,00	10 890 001,77	10 989 649,23	11 110 569,87	10 915 161,04	11 266 289,02	103,22%	1,40%
74	Dotations, subventions et participations	2 917 117,50	2 918 188,15	2 900 654,00	2 921 122,50	2 903 551,70	3 051 527,74	105,10%	4,46%
75	Autres produits de gestion courante	6 510,00	6 521,45	19 871,20	20 241,17	47 160,00	47 508,04	100,74%	134,71%
77	Produits exceptionnels	3 000,00	52 742,85	1 000,00	14 836,59	1 000,00	13 316,09	1331,61%	-10,25%
78	Reprises provisions semi-budgétaires			0,00	148,50				

Opérations réelles		14 897 650,50	15 081 685,94	15 135 100,43	15 347 421,55	15 213 617,74	15 809 969,70	103,92%	3,01%
002	Excédent de fonctionnement reporté	5 630 179,29	5 630 179,29	7 645 963,66	7 645 963,66	9 269 287,06	9 269 287,06	100,00%	21,23%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	452 000,00	452 116,37	453 500,00	408 710,87	587 800,00	390 949,00	66,51%	-4,35%
	Opérations d'ordre	6 082 179,29	6 082 295,66	8 099 463,66	8 054 674,53	9 857 087,06	9 660 236,06	98,00%	19,93%
	TOTAL GENERAL	20 979 829,79	21 163 981,60	23 234 564,09	23 402 096,08	25 070 704,80	25 470 205,76	101,59%	8,84%

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement est de 101.59 %.

Répartition des recettes de fonctionnement 2020 :



Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à **15 809 969.70 €** et ont été supérieures aux prévisions (+ 596 351.96 €).

1. Impôts et Taxes

Le produit fiscal est le premier pôle de ressources de fonctionnement de la collectivité. Les impôts et taxes représentent 71.26 % des recettes réelles de fonctionnement avec un taux de réalisation de 103.22 %.

Chapitre	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
73	Impôts et taxes	10 890 001,77	11 110 569,87	11 266 289,02	
73111	Taxes foncières et d'habitation	8 012 178,00	8 265 744,00	8 414 060,00	
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	1 292 821,00	1 379 566,00	1 302 583,00	

AR Prefecture

082-200066322-20210618-DEL0620212-BF

Reçu le 18/06/2021

Publié le 18/06/2021

73113	Taxe sur les surfaces commerciales	461 958,00	533 554,00	502 096,00	
73114	Imposition forfaitaire sur entreprises de réseau	180 906,00	192 455,00	200 657,00	
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	189 249,00	19 889,00	22 381,00	Rôles supplémentaires
73211	Attribution de compensation	208 920,00	175 913,24	174 435,80	
73223	Fds de péréquation des ressources communales et intercom	436 866,00	419 028,00	493 611,00	FPIC
7346	Taxe pour gestion des milieux aquatiques & prévention des inondations	50 028,00	50 106,00	100 124,00	Taxe GEMAPI
7362	Taxes de séjour	56 999,33	74 226,87	56 341,22	
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	76,44	87,76		Paris Hippiques

Compte 73 111 : Il s'agit des 4 taxes locales directes sur lesquelles le Conseil communautaire vote les taux : taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties et la cotisation foncière des entreprises.

Voici le détail des contributions directes :

TAXES 73 111	2018	2019	2020	Produit supplémentaire
Cotisation Foncière des Entreprises				
Base cotisation foncière (CFE)	10 586 032	10 636 000	10 986 209	116 059
Taux de CFE (ex TP)	33,1400%	33,1400%	33,1400%	
Produit de la CFE (ex TP)	3 508 211	3 524 770	3 640 830	
Taxe d'habitation				
Base nette imposable taxe d'habitation	41 584 692	42 756 000	43 043 443	28 054
Taux taxe d'habitation	9,5700%	9,7600%	9,7600%	
Produit de la taxe d'habitation	3 979 655	4 172 986	4 201 040	
Taxe sur le foncier bâti				
Base nette imposable taxe foncière sur le bâti	33 627 642	36 784 000	37 530 514	15 568
Taux taxe foncière sur le bâti	1,0600%	1,0800%	1,1000%	
Produit de la taxe foncière sur le bâti	356 453	397 267	412 836	
Taxe sur le foncier non bâti				
Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti	1 424 608	1 465 000	1 478 233	2 800
Taux taxe foncière sur le non bâti	6,5100%	6,6400%	6,7700%	
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	92 742	97 276	100 076	
Produit des taxes directes (73111)	7 937 061	8 192 299	8 354 782	
Taxe additionnelle au foncier non bâti (-731)	68 652	69 082	67 654	
Rôles supplémentaires	195 714	24 252	- 8 376	
Produit des contributions directes	8 201 427	8 285 633	8 414 060	128 427

Il a donc été perçu un produit supplémentaire de 128 427 € entre 2019 et 2020 lié à l'évolution des bases.

Les rôles supplémentaires correspondent à la liste des contribuables établie par le centre des impôts, qui indique, pour chacun d'entre eux, la nature de l'impôt auquel il est assujéti, sa base d'imposition, le taux de l'impôt et le montant de la cotisation. C'est le titre officiel qui permet au percepteur de réclamer le paiement de l'impôt et de mettre en œuvre les dispositions pour en assurer le recouvrement.

Il convient de distinguer les rôles généraux et les rôles supplémentaires :

- **les rôles généraux** sont ceux qui correspondent à la quasi-totalité des redevables. Ils permettent d'assurer le recouvrement, au profit des collectivités territoriales, des produits que celles-ci ont voté dans leur budget ;

- **les rôles supplémentaires** sont souvent émis à la suite des contrôles fiscaux effectués auprès des redevables.

Par conséquent, les rôles supplémentaires procurent aux collectivités territoriales un supplément ou une diminution de recettes fiscales qui n'a pas été pris en compte pour l'établissement de leur budget annuel.

La taxe de séjour :

Par délibération 09/2017-7 du 26 septembre 2017, la communauté de communes a instauré la taxe de séjour intercommunale à compter du 1^{er} janvier 2018.

La taxe de séjour, collectée par les hébergeurs, permet de percevoir une contribution financière auprès des touristes qui séjournent dans un hôtel, une location saisonnière (meublés de tourisme, villages de vacances,...), dans un terrain de camping et terrain de caravane, ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air, un port de plaisance et autres formes d'hébergement.

Le tarif peut varier de 0.20 € à 1.35 € par personne et par nuit en fonction du classement de l'hébergement.

Elle est due par :

- Les palaces,
- Les hôtels,
- Les résidences de tourisme,
- Les meublés de tourisme,
- Les chambres d'hôtes,
- Les villages de vacances,
- Les campings (ou terrain de caravane),
- Les ports de plaisance,
- Les autres types d'hébergement payant (par exemple en auberge de jeunesse, en hôpital thermal, aire de camping-car...).

Cette taxe est due par personne et par nuit au logeur qui la reverse à la Communauté de Communes.

Le montant de taxe de séjour collecté sur 2018 s'est élevé à 56 999.33 €, à 74 226.87 € sur 2019 et à 56 341.22 € sur 2020.

Cette baisse entre 2019 et 2020 est due à la crise sanitaire et au confinement qui n'a pas permis aux hébergeurs de recevoir des touristes, comme en 2019.

La GEMAPI :

La Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a étendu la liste des compétences obligatoires des Communautés de Communes au 1^{er} janvier 2018. Cette extension des compétences obligatoires donne lieu au transfert de la compétence suivante à la Communauté de Communes Terres des Confluences :

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'environnement.

Cette compétence concerne l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- La défense contre les inondations et contre la mer,
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Pour financer l'exercice de cette compétence obligatoire « GEMAPI », par délibération 02/2018-12 du 13 février 2018, la communauté de communes a instauré la taxe GEMAPI à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le produit de la taxe GEMAPI doit être voté chaque année : il avait été fixé à 50 000 € par délibération 09/2018-15 du 25 septembre 2018 pour l'année 2019 et à 100 000 € pour 2020.

Il est à noter que **le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement**, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, **résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations.**

En 2020, le produit avait été voté à hauteur de 100 000 € et les dépenses réelles se sont élevées à 48 288.42 € (soit un trop perçu de 51 711.58 €).

Ce montant résiduel a été pris en compte pour établir le budget 2021.

2. Les atténuations de charges

Les atténuations de charges représentent 0.99 % des recettes réelles de fonctionnement pour un montant de 155 884,31 €.

Ce chapitre enregistre les remboursements sur salaires et charges ainsi que la régularisation des salaires qui sont impactés sur le budget annexe du SPANC.

Voici le détail :

Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
013	Atténuations de charges	1 123 630.40	146 197.77	155 884.31	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	1 094 858.55	125 287.82	125 986.50	Remboursement Indemnités journalières : Pour 2018 : 45 196.30 € Pour 2019 : 72 138.28 € Pour 2020 : 50 970.03 € Part des salaires basculés sur le budget annexe du SPANC : Pour 2018 : 51 799.75 € Pour 2019 : 53 149.54 € Pour 2020 : 75 016.47 € Part des salaires basculés sur le budget annexe Collecte et traitement des déchets : Pour 2018 : 997 862.50 € Pour les années 2019 et 2020, les salaires du budget collecte ont été retraités par le biais du compte 70841.
6459	Remboursement. sur charges Sécurité Sociale et Prévoyance	28 771.85	20 909.95	29 897.81	Charges des salaires basculés sur le budget SPANC

3. Les Produits des services, domaine et ventes diverses

Les produits des services représentent 8.07 % des recettes réelles de fonctionnement.
Ce chapitre a subi une forte augmentation due :

- A la refacturation du service commun instruction par le biais des Attributions de Compensation,
- A la régularisation d'écritures en 2017 suite à la création du budget collecte.

Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	90 601,32	1 134 305,15	1 275 444,50	
70328	Autres droits de stationnement et de location	857,04	857,04	857,04	Redevance occupation du domaine public (aérodrome)
7067	Redev.&droits des serv.péri-scolaire&enseignement	25 000,00	26 055,00	25 984,51	Redevance SOGERES DSP
70688	Autres prestations de service	17 585,65	5 380,43	53 657,51	Régie Aire d'accueil des gens du voyage : - 43 894.51 € en 2020 - 1 493.50 € en 2019 - 13 794.15 € en 2018 Prestation de services aux communes : - 9 763.00 € en 2020 - 3 886.93 € en 2019 - 3 791.50 € en 2018
70841	Aux budgets annexes, régies munic., CCAS, Ecoles		1 073 559,53	1 119 911,80	Régularisation des dépenses de personnel concernant le budget collecte et traitement des déchets (est passé les années précédentes sur le chapitre 013).
70845	aux communes membres du GFP			1 673,46	A compter de 2020 : mutualisation (Convention de mise à disposition d'un agent de la communauté de communes à la commune de Fajolles à 50 %)
70848	aux autres organismes	38 586,33	22 875,96	57 406,43	Refacturation des traitements des agents de la cuisine centrale à SOGERES Refacturation d'un agent du RAM mis à la disposition du CCAS de Moissac
70875	par les communes membres du GFP	5 929,80		12 680,84	Refacturation des repas à la commune de Montesquieu
70878	par d'autres redevables	2 642,50	5 577,19	3 272,91	Remboursements divers : -TEOM SOGERES -TEOM maison de santé

En 2020, la hausse s'explique aussi par :

- la régie de l'AAGV de 43 894 €
- la refacturation des traitement des agents de la cuisine centrale à Sogeres et d'un agent du RAM mis à disposition du CCAS de Moissac
- la refacturation des repas à la commune de Montesquieu (12 860 €), commune intégrée à la cuisine centrale en 2019.

4. Les Dotations, subventions et participations

Les dotations, subventions et participations représentent 19.30 % des recettes réelles de fonctionnement.

Ce chapitre a augmenté de 130 405.24 € entre 2019 et 2020.

Il faut néanmoins noter :

- La diminution de la dotation d'intercommunalité qui est calculée, à partir de 2019, sur la base d'un coefficient d'intégration fiscale réel de la Communauté de communes. C'est donc la garantie de droit commun qui s'applique. La collectivité perçoit au minimum 95% de sa DI N-1 étant donné qu'elle a un CIF inférieur à 0.5.

- La diminution de la dotation de compensation qui est écartée tous les ans afin de financer les mouvements de hausse au sein de l'enveloppe normée (abondement des dotations de péréquation des communes notamment). Cette baisse est de 2.05% par an.
- Le FCTVA est en évolution en 2019 et 2020 : cela est fonction des dépenses de fonctionnement sur les bâtiments publics.
- La Dotation Unique de Compensation de la Taxe Professionnelle (DUCSTP) est supprimée depuis 2018.
- La subvention en annuité a été perçue à compter de 2020 pour la maison de santé et la cuisine centrale

Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020
74	Dotations, subventions et participations	2 918 188,15	2 921 122,50	3 051 527,74
74834	Etat-Compens.au titre exonérations taxes foncières			669,00
74124	Dotation d'intercommunalité	1 104 421,00	1 051 858,00	1 003 730,00
74126	Dotation de compensation des group. De communes	1 168 473,00	1 141 644,00	1 120 771,00
744	FCTVA	5 980,52	8 046,42	22 128,25
7461	D.G.D.	33 442,57	9 474,00	69 155,38
74718	Autres			10 670,50
74741	Communes membres du GFP	0,00		
74748	Autres communes	0,00		
7478	Autres organismes	140 350,06	149 629,08	239 104,33
748314	Dotation unique compensations spécifiques à la TP	0,00		
74832	Attribution du Fonds départemental de taxe prof.	14 975,00	9 883,00	9 152,00
74833	Etat-Compens.au titre contrib.écon.territ.CVAE&CFE	29 130,00	111 428,00	108 655,00
74834	Etat-Compens.au titre exonérations taxes foncières	864,00	872,00	
74835	Etat-Compens.au titre exonérations taxes d'habita.	420 552,00	438 288,00	458 879,00
748388	Autres (Part intérêt subvention en annuité du département)			8 613,28

5. Les Autres produits de gestion courante

Ce chapitre retrace les revenus de biens loués et représente 20 241.17 € en 2019. Cette forte évolution est due à la location de la maison de santé à compter de septembre 2019, et en année pleine sur 2020.

Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
75	Autres produits de gestion courante	6 521,45	20 241,17	47 508,04	
752	Revenus des immeubles	6 521,45	20 240,06	47 506,05	Loyers. La maison de santé a été louée à partir de septembre 2019 : -Montant perçu en 2019 : 13 351.20 € -Montant perçu en 2020 : 40 053.60 €
7588	Autres produits divers de gestion courante		1,11	1,99	Régularisations.

6. Les Produits Exceptionnels

Les produits exceptionnels concernent :

- Des pénalités de retard sur les marchés publics
- Des ventes de biens
- Les indemnités de sinistre

Par conséquent, le produit voté est bien inférieur au réalisé en 2019 (voté 1 000 € réalisé 14 836.59 €) car les éléments ne sont pas prévisibles au moment de la réalisation du budget. Cette différence s'explique principalement par la vente de biens aux enchères (compte 775).

Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Commentaire
77	Produits exceptionnels	52 742,85	14 836,59	13 316,09	
7711	Dédits et pénalités perçues	7 123,44			Pénalités de retard sur un marché public
7718	Autres produits exceptionnels sur op. de gestion	2,00		3 339,30	Régularisations
773	Mandats annulés ou atteints déchéance quadriennale	0,00		2 982,31	
775	Produits des cessions d'immobilisations	42 625,00	11 512,00	1 000,00	Vente de biens en 2018 : Four de remise en température : 525 € Camion polybenne : 23 200 € Camion voirie : 18 900 € Ventes de biens en 2019 et 2020 : Divers Véhicules
7788	Produits exceptionnels divers	2 992,41	3 324,59	5 994,48	Remboursement sinistres divers

1.3 La section d'investissement

1.3.1 Les dépenses

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
16	Emprunts et dettes assimilés	115 800,00	97 701,38	299 140,00	198 950,51	202 870,00	202 420,92	99,78%	1,74%
20	Immobilisations incorporelles	1 065 235,23	131 460,74	1 006 584,54	224 600,02	685 514,40	131 781,13	19,22%	-41,33%
204	Subventions d'équipement versées	624 472,00	274 916,79	724 067,26	173 298,68	1 360 758,60	441 994,58	32,48%	155,05%
21	Immobilisations corporelles	533 006,06	106 292,03	907 847,62	326 044,53	1 754 119,04	821 928,16	46,86%	152,09%
23	Immobilisations en cours	2 498 307,48	804 990,45	4 498 300,39	2 376 397,70	7 661 523,90	3 517 990,55	45,92%	48,04%
27	Autres immobilisations financières	4 158 550,62	165 100,00	5 097 881,68	0,00	5 855 440,06	200 000,00	3,42%	
020	Dépenses imprévues	608 000,00	0,00	866 797,68	0,00	358 986,25	0,00	0,00%	
	Opérations réelles	9 603 371,39	1 580 461,39	13 400 619,17	3 299 291,44	17 879 212,25	5 316 115,34	29,73%	61,13%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	452 000,00	452 116,37	453 500,00	408 710,87	587 800,00	390 949,00	66,51%	-4,35%
041	Opérations patrimoniales					100 000,00	0,00	0,00%	
001	Déficit d'investissement reporté	14 285,13	14 285,13	95 593,56	95 172,63				-100,00%
	Opérations d'ordre	466 285,13	466 401,50	549 093,56	503 883,50	687 800,00	390 949,00	56,84%	-22,41%
	TOTAL GENERAL	10 069 656,52	2 046 862,89	13 949 712,73	3 803 174,94	18 567 012,25	5 707 064,34	30,74%	50,06%

Les dépenses d'investissement inscrites aux chapitres 20,204, 21, 23, 27 correspondent aux opérations réelles et représentent les investissements directs de la communauté de communes et contribuent à l'enrichissement de son patrimoine.

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 5 316 115.34 €. Elles ont augmenté de 61.13% entre 2019 et 2020.

La communauté de communes porte un Plan Pluri annuel d'Investissement (PPI) comportant plusieurs chantiers.

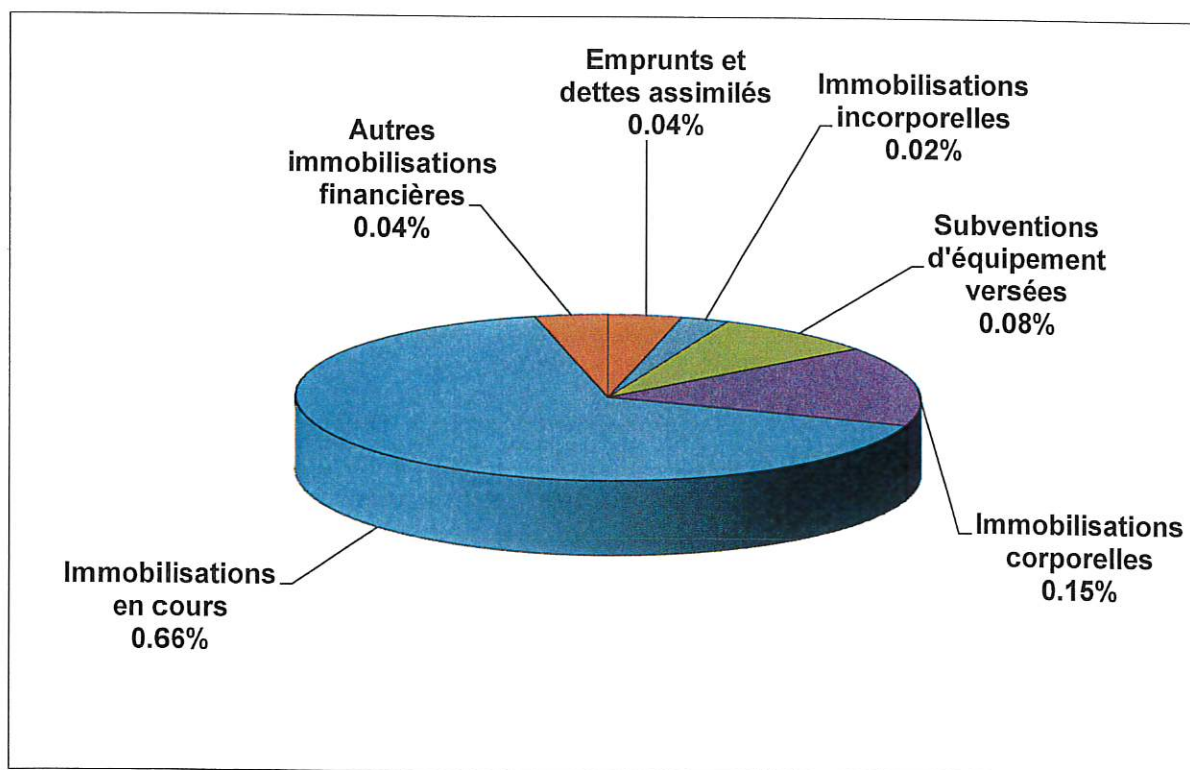
Le taux de réalisation faible (29.73 %) est dû à différents projets inscrits au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) qui n'ont pas pu démarrer en 2020 et qui vont glisser sur 2021. Il faut noter toutefois que les Restes à Réaliser (RAR) se sont élevés à 1 779 666.57 €.

De plus, les dépenses du chapitre 27 « Autres Immobilisations Financières » n'ont donné lieu qu'à un versement de 200 000 € (subvention budget collecte et traitement des déchets).

Inscription au BP 2020 d'une avance remboursable pour les ZAE :

- Déficit de 2020 des zones d'activités : 5 485 441.52 €
- Subvention d'investissement du Budget SPANC (prévue mais non versée) : 5 172.01€

Les dépenses sont réparties de la façon suivante :



1. Les emprunts et dettes

Les emprunts et dettes représentent 3.81 % des dépenses réelles d'investissement. Le capital remboursé sur l'année 2020 s'est élevé à 202 420.92 € (contre 198 950.51 € en 2019).

2. Les autres dépenses d'investissement

Chapitres	Désignation	Total Budget	Réalise	Restes à réaliser	Observations
20	Immobilisations incorporelles	685 514.40	131 781.13	83 646.74	
020	Administration générale de la collectivité	19 830.00	4 146.08	0.00	Logiciel de comptabilité
413	Piscines	0.00	0.00	720.00	Etudes géotechniques (RAR*)
64	RAM	2 500.00	0.00	0.00	
70	OPAH	61 695.00	23 996.26	37 698.74	Marché étude OPAH PIG
820	Service aménagement	299 879.40	76 309.99	26 852.40	Marché PLUI Parutions et PLU des communes (refacturation aux communes concernées)
830	Service commun instruction	11 610.00	11 610.00	1 680.00	Module GNAU logiciel
831	Aménagement des eaux	90 000.00	14 984.40	16 695.60	AMO pour l'élaboration d'une étude de préfiguration
90	Interventions économiques	200 000.00	734.40	0.00	Système d'alarme tiers lieux. Il était prévu au budget une étude de requalification des zones qui n'a pas été effectuée.
204	Subventions d'équipement versées	1 360 758.60	441 994.58	303 206.65	
020	Administration générale de la collectivité	376 254.60	46 382.87	222 599.63	Fonds de concours versés aux communes membres : 265 618.50 € dont 219 235.63 € en RAR* Appel de fonds PPRT Butagaz : 3 364 € (RAR*)
70	OPAH	264 940.00	2 990.00	16 905.00	OPAH (marché URBANIS + versement participation particuliers)
816	Fibre	15 000.00	7 442.12	0.00	Participation Syndicat mixte Tarn et Garonne Numérique
822	Voirie communale et routes	0.00	748.62	0.00	2019 : Participation signalétique Montain (20% du HT) : 748.62 €
90	Interventions économiques	704 564.00	384 430.97	63 702.02	Fonds de solidarité versé aux entreprises.
21	Immobilisations corporelles	1 754 119.04	821 928.16	75 431.46	
020	Administration générale de la collectivité	136 900.00	86 392.75	6 635.02	Matériel de bureau et matériel informatique : 41 800 € Mobilier extension : 33 400 € Matériel divers (téléphones portables, alarme : 11 000 € RAR : système de visioconférence + extincteurs pour l'extension
251	Hébergement et restauration scolaire	413 000.00	9 836.50	2 171.83	Achat Cellule de refroidissement + évaporateur cuisine centrale RAR : armoire positive école de Castelsarrasin
413	Piscines	607 500.00	451 808.07	0.00	Livraison à soi-même des terrains du centre aquatique.
511	Maison de santé	3 572.22	3 254.10	0.00	Ordinateur portable coordonnateur contrat local de santé + animateur
524	Aire d'accueil des gens du voyage	5 960.00	800.00	0.00	Portail pour l'aire d'accueil des gens du voyage
64	RAM	4 175.78	1 266.21	2 141.93	Ordinateur portable RAM RAR : ordinateur portable + tapis de jeux enfants
70	OPAH	4 000.00	0.00	0.00	
816	Fibre	0.00	2 225.15	0.00	Commutateurs réseaux
820	Service aménagement	1 000.00	231.80	0.00	Achat de 2 téléphones portables
822	Voirie communale et routes	255 145.00	216 978.08	25 959.42	Panneaux mobiles de signalisation Achats : Un tracteur porteur : 81 000 € Une rotofaucheuse : 64 320 € Souffleur thermique : 300 € Compacteur et la remorque de transport : 37 200 € Débroussailluse + souffleur : 784.90 € Perceuse + meuleuse : 599.70 € Fourgon : 28 325 € Equipeement fourgon : 1 300 € RAR :

AR Prefecture

082-200066322-20210618-DEL0620212-BF

Reçu le 18/06/2021

Publié le 18/06/2021

					Machine peinture routière : 11 100 € Chargeur tracteur : 5 040 € Panneaux de police : 3 232.98 € Remplacement du système d'alarme : 425.41 €
824	Aérodrome	45 000.00	576.00	37 121.66	Diagnostic amiante aérodrome RAR : Fourniture et installation automate de paiement : 34 068 € Mise en place de serrures : 2 600 € Repérage amiante avant démolition : 420 €
830	Service commun instruction	9 598.40	5 502.94	0.00	Ordinateur portable : 1 600 € Nouveaux bureaux pour instructeurs : 3 900 €
90	Interventions économiques	268 267.64	43 056.56	1 401.60	Borne WIFI Tiers Lieux : 418 € Ordinateur portable agent : 1 796 € Mobilier Tiers Lieux : 14 939.40 € Candélabres pour Zones d'activités : 25 902 € RAR : Totem Tiers Lieux : 1401.60 €
23	Immobilisations en cours	7 661 523.90	3 517 990.55	1 317 381.72	
020	Administration générale de la collectivité	872 717.03	856 574.51	946.56	Solde travaux extension de la maison de l'intercommunalité. RAR : Solde maître d'œuvre : 226.6 € Contrôle technique extension solde : 719.60 €
251	Hébergement et restauration scolaire	1 839 762.41	1 030 051.89	946 015.14	Travaux construction nouvelle cuisine centrale (notifié en août 2020)
413	Piscines	2 971 253.28	607 697.89	184 139.69	Le marché de travaux n'a pas été lancé en 2020. Les dépenses concernent le conducteur d'opération, le maître d'œuvre, les études géotechniques...
511	Maison de santé	59 830.79	62 880.40	0.00	Solde mission de construction de la maison de santé à Saint Nicolas de la Grave
524	Aire d'accueil des gens du voyage	600 000.00	5 325.42	27 017.51	Le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié en 2020. Les marchés de travaux de réhabilitation de l'aire d'accueil des gens du voyage n'ont pas été lancés.
822	Voirie communale et routes	1 047 073.21	882 807.19	77 585.40	Réfection de la voirie
824	Aérodrome	57 194.00	8 649.60	0.00	Travaux d'étanchéité de toiture terrasse
90	Interventions économiques	183 693.18	64 003.65	81 677.42	Marché pour l'aménagement du Tiers Lieux
95	Aides au tourisme	30 000.00	0.00	0.00	
27	Autres immobilisations financières	5 855 440.06	200 000.00	0.00	
811	Eau et assainissement	5 172.01	0.00	0.00	
812	Collecte et traitement des ordures ménagères	364 826.53	200 000.00	0.00	Subvention d'investissement au Budget Collecte et traitement des déchets
90	Interventions économiques	5 485 441.52	0.00	0.00	Déficit des budgets annexes des Zones d'Activités (avances remboursables)
	Total Général	17 317 356.00	5 113 694.42	1 779 666.57	

*RAR : Reste à réaliser

Les restes à réaliser en dépenses se sont élevés à **1 779 666.57 €**

A noter :

Suite à la crise sanitaire, des achats de plexi ont été nécessaires pour les agents d'accueil de la communauté de communes et différents bureaux pour un montant de 549.60 €

Les restes à réaliser en recettes se sont élevés à **1 280 595.47 €**.

1.4 Les indicateurs d'épargne

	Rétrospective			
	2018	2019	2020	
Produit des contributions directes	8 201 427	8 285 633	8 436 441	
Fiscalité transférée	1 935 685	2 105 575	2 005 336	CVAE, TASCOM, IFER
Fiscalité indirecte	752 890	719 362	824 512	Attributions de compensation - FPIC
Dotations	2 918 188	2 921 123	3 051 528	Dotations d'intercommunalité Dotations de compensation
Autres recettes d'exploitation	1 273 496	1 315 729	1 492 153	Régularisation des salaires pour les basculer sur les budgets annexes (Collecte et traitement des déchets, SPANC) (En 2017 : Facturation du service instruction aux communes) Facturation à SOGERES des salaires des agents de la cuisine centrale....
Total des recettes réelles de fonctionnement	15 081 686	15 347 422	15 809 969	
Charges à caractère général (chap 011)	770 258	940 994	1 009 131	Dépenses courantes : électricité, carburant, entretien des camions, contrats de prestation de service...
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	2 531 715	2 713 904	2 917 354	
Atténuation de produit (chap 014)	8 293 406	8 337 268	8 262 636	Attributions de compensation FNGIR versé
Autres charges de gestion courante (chap 65)	1 074 677	1 067 251	1 047 781	
Intérêts de la dette (art 66111)	10 694	42 749	46 346	
Autres dépenses de fonctionnement	88 353	202 766	394 599	
Total des dépenses réelles de fonctionnement	12 769 104	13 304 932	13 677 846	
Epargne de gestion	2 280 651	2 073 726	2 177 469	Différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement de l'année
Intérêts de la dette	10 694	42 749	46 346	
Epargne brute	2 269 957	2 030 977	2 131 123	AUTOFINANCEMENT C'est l'épargne de gestion minorée des intérêts de la dette. L'excédent contribue au financement de la section d'investissement
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	97 701	198 951	202 421	
Epargne nette	2 172 256	1 832 027	1 928 702	AUTOFINANCEMENT NET L'épargne nette exprime le montant des recettes de fonctionnement pouvant être consacré aux dépenses d'investissement après remboursement du capital de la dette soit l'épargne disponible. Le niveau d'épargne nette dépend donc de la gestion de la dette : selon le mode de remboursement, on rembourse plus ou moins rapidement son encours.
FCTVA (art 10222)	109 678	322 022	492 604	
Emprunts	1 545 000	1 170 000	0	
Autres recettes	853 030	1 852 856	2 259 709	
Total des recettes réelles d'investissement	2 507 708	3 344 878	2 752 313	

Fonds de roulement en début d'exercice	5 615 894	8 951 287	11 039 364	Il correspond au résultat de clôture de l'année N-1. C'est donc ce qui est reporté par délibération d'affectation du résultat sur l'année N.
Résultat de l'exercice	3 239 829	2 088 076	- 431 679	Ce résultat correspond à la différence entre recettes et dépenses cumulées. Il se calcule ainsi : (recettes de fonctionnement + recettes d'investissement) - (dépenses de fonctionnement + dépenses d'investissement)
Fonds de roulement en fin d'exercice	8 951 287	11 039 364	10 607 684	Le résultat de clôture correspond à ce que la collectivité obtient en fin d'exercice à reporter sur l'exercice suivant par la délibération d'affectation de résultat. Il cumule le fonds de roulement antérieur et le résultat.

Fin 2018, le fonds de roulement disponible de la Communauté de Communes s'est élevé à 8 951 287 €. Ce montant est devenu le fonds de roulement en début d'exercice 2019 et repris dans le budget.

Fin 2019, le fonds de roulement disponible de la Communauté de Communes s'est élevé à 11 039 364 €. Ce montant est devenu le fonds de roulement en début d'exercice 2020 et repris dans le budget.

Fin 2020, le fonds de roulement disponible de la Communauté de Communes s'est élevé à 10 607 684 € et a été reporté sur le budget 2021.

II - LE BUDGET SPANC

2.1 L'exécution budgétaire 2020

	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	ou déficit	ou excédents	ou déficit	ou excédents	ou déficit	ou excédents
Résultats reportés (1)		21 732,07		2 735,00	0,00	24 467,07
Opération de l'exercice 2020	156 825,39	136 459,39	607,01	13 034,57	157 432,40	149 493,96
Résultats de l'exercice 2020 (2)	-20 366,00		12 427,56		-7 938,44	
TOTAUX	156 825,39	158 191,46	607,01	15 769,57	157 432,40	173 961,03
Résultats de clôture = (1) + (2)	1 366,07		15 162,56		16 528,63	
Reste à réaliser			0,00	0,00	0,00	0,00
Solde des Restes à Réaliser			0,00		0,00	

Le bilan de l'année 2020 du Budget annexe du SPANC se résume par :

- un déficit de fonctionnement de 20 366 €
- un excédent d'investissement de 12 427,56 €

Les résultats de clôture 2020 (résultats reportés de 2019 + résultats 2020) repris sur le budget SPANC de 2021 sont de :

- **1 366,07 € en fonctionnement**
- **15 162,56 € en investissement**

L'excédent global de clôture est de 16 528.63 € (pour mémoire, il était de 24 467.07 € au Compte Administratif 2019).

Il n'y a pas eu de Restes à Réaliser sur 2020.

Il faut toutefois nuancer en précisant qu'une subvention d'équilibre du budget principal a été nécessaire pour financer ce budget annexe à hauteur de :

- 80 000.00 € en fonctionnement

Il faut rappeler que le budget SPANC, conformément à l'article L2224-2 du CGCT, devra s'équilibrer, sans recourir au budget principal, dans un délai de 5 ans maximum après sa création, soit en 2022.

2.2 La section de fonctionnement

DEPENSES

Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
011	Charges à caractère général	67 723,00	19 485,26	60 540,00	42 534,42	260 362,07	35 595,06	13,67%	-16,31%
012	Charges de personnel et frais assimilés	78 151,79	77 941,64	78 920,00	75 011,13	129 180,00	108 170,33	83,74%	44,21%
67	Charges exceptionnelles	100,00	0,00	100,00	0,00	500,00	125,00	25,00%	
68	Provisions			200,00	187,00	500,00	0,00	0,00%	-100,00%
	Opérations réelles	145 974,79	97 426,90	139 760,00	117 732,55	390 542,07	143 890,39	36,84%	22,22%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections (amortissements)	900,00	735,45	13 000,00	12 935,00	13 000,00	12 935,00	99,50	0,00
	Opérations d'ordre	900,00	735,45	13 000,00	12 935,00	13 000,00	12 935,00	99,50%	0,00%
	TOTAL GENERAL	146 874,79	98 162,35	152 760,00	130 667,55	403 542,07	156 825,39	38,86%	20,02%

Voici le détail des dépenses de fonctionnement :

Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	Voté 2020	CA 2020
011	Charges à caractère général	19 485,26	42 534,42	260 362,07	35 595,06
60226	Vêtements de travail	0,00	0,00	500,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie,...)	364,57	306,58	400,00	93,68
6062	Produits de traitement				
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	962,28	295,31	1 000,00	0,00
6064	Fournitures administratives	52,40	0,00	200,00	0,00
6066	Carburants	1 477,15	719,28	2 500,00	710,21
6068	Autres matières et fournitures	0,00			
611	Sous-traitance générale	3 584,43	29 699,05	242 027,07	25 187,85
6135	Locations mobilières	391,97	668,96	135,00	0,00
61521	Bâtiments publics	0,00	0,00	100,00	144,00
61551	Matériel roulant	150,00	60,00	1 000,00	351,96

AR Prefecture

082-200066322-20210618-DEL0620212-BF

Reçu le 18/06/2021

Publié le 18/06/2021

6156	Maintenance	4 017,91	4 655,25	5 000,00	4 451,88
6168	Autres	544,46	1 083,35	1 100,00	991,19
618	Divers	3 744,00	859,00	1 000,00	830,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	6,79			
6226	Honoraires		2 808,00		
6227	Frais d'actes et de contentieux	3 078,00	0,00	3 000,00	0
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00		
6237	Publications			0,00	1 620,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	400,00	0
6256	Missions	45,00		200,00	0
6261	Frais d'affranchissement	567,10	573,74	1 000,00	606,61
6262	Frais de télécommunications	499,20	805,90	800,00	604,05
627	Services bancaires et assimilés			0,00	3,63

On constate une réalisation des charges à caractère général de l'ordre de 13.67 %.

De plus, les principaux postes des charges à caractère général sont la sous-traitance générale, la maintenance et publications.

Cette dernière est essentiellement due aux dépenses liées à la sous-traitance générale (article 611). (Initialement prévue pour 242 027.07 €).

Le marché de prestation pour la réalisation des diagnostics de l'existant a été lancé début 2020 comme prévu au budget, et notifié le 16 mars 2020.

Le confinement suite à la crise sanitaire n'a pas permis de réaliser tous les contrôles prévus initialement : ces contrôles ont donc été reconduits sur 2021.

La ligne « Matériel roulant » a été peu utilisé car les véhicules du SPANC sont neufs et ont nécessité peu de dépenses d'entretien.

La ligne « Publications » correspond à la publication et à l'avis d'attribution du marché de prestations pour la réalisation de diagnostics.

L'évolution du chapitre du personnel est due à la modification de répartition analytique des agents.

RECETTES							
Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
013	Atténuations de charges		1 190,95	0,00	183,39	0,00%	-84,60%
70	Vente de produits finis, prestations de services,	40 959,00	49 396,00	201 810,00	56 276,00	33,07%	13,93%
74	Subventions d'exploitation	63 532,00	93 591,06	180 000,00	80 000,00	44,44%	-14,52%
77	Produits exceptionnels		1 296,00				-100,00%
	Opérations réelles	104 491,00	145 474,01	381 810,00	136 459,39	41,79%	-6,20%
002	Excédent de fonctionnement reporté	596,96	6 925,61	21 732,07	21 732,07	100,00%	213,79%
	TOTAL GENERAL	105 087,96	152 399,62	403 542,07	158 191,46	41,79%	3,80%

Voici le détail des recettes de fonctionnement :

Chap./Articles	Désignation	CA 2018	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	Evolution CA	Commentaire
13	Atténuations de charges		1 190,95	0,00	183,39	-84,60%	
64198	Autres remboursements		1 190,95	0,00	183,39	-84,60%	Remboursement Indemnités Journalières
70	Vente de produits finis, prestations de services,	40 959,00	49 396,00	201 810,00	56 276,00	13,93%	
7068	Autres prestations de service	40 959,00	49 396,00	201 810,00	56 276,00	13,93%	Diagnostics
74	Subventions d'exploitation	63 532,00	93 591,06	180 000,00	80 000,00	-14,52%	
747	Subventions et participations des collectivités te	53 300,00	84 531,06	180 000,00	80 000,00	-5,36%	Subvention du budget principal
748	Autres subventions d'exploitation	10 232,00	9 060,00			-100,00%	
77	Produits exceptionnels		1 296,00			-100,00%	
778	Autres produits exceptionnels		1 296,00			-100,00%	Remboursement frais d'avocats par l'assurance
002	Excédent de fonctionnement reporté	596,96	6 925,61	21 732,07	21 732,07	213,79%	
002	Excédent de fonctionnement reporté	596,96	6 925,61	21 732,07	21 732,07	213,79%	
		105 087,96	152 399,62	403 542,07	158 191,46	3,80%	

Le contrôle des installations a dégagé une recette de 56 276.00 €, ce qui est bien inférieur aux prévisions budgétaires. Ce manque à gagner s'explique par la crise sanitaire, en effet, cette dernière n'a pas permis aux agents du SPANC de pouvoir effectuer le nombre de contrôles prévus.

De la même manière, les contrôles en prestation n'ayant pas été réalisés en 2020, les redevances concernées n'ont pas été perçues.

Au niveau des recettes, la subvention d'exploitation concerne la subvention du budget principal pour 80 000.00 €.

Les tarifs ont été revus à compter du 1/11/2020 de la façon suivante :

Type de contrôle		Montant de la redevance (en euros)
installation ≤ à 20 équivalents habitant	Diagnostic de l'existant	85 €
	Contrôle pour une vente immobilière	185 €
	Contrôle de conception et d'implantation	160 €
	Contrôle de bonne exécution	80 €
Installation > à 20 équivalents habitant	Diagnostic de l'existant	200 €
	Contrôle pour une vente immobilière	200 €
	Contrôle de conception et d'implantation	320 €
	Contrôle de bonne exécution	160 €

2.3 La section d'investissement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
16	Emprunts et dettes assimilés			10 241,06	10 241,06				
20	Immobilisations incorporelles	20 220,00	18 942,00						
21	Immobilisations corporelles	17 200,00	14 629,86	3 000,00	0,00	24 707,01	607,01	2,46%	-94,07%
	Opérations réelles	37 420,00	33 571,86	13 241,06	10 241,06	24 707,01	607,01	2,46%	-94,07%
	TOTAL GENERAL	37 420,00	33 571,86	13 241,06	10 241,06	24 707,01	607,01	2,46%	-94,07%

En 2018, acquisition d'un logiciel métier pour la gestion du parc d'assainissement non collectif pour 18 942,00 € et d'un nouveau véhicule pour 14 629,86 €.

En 2019, aucun achat n'a été réalisé en investissement mais un remboursement de l'avance remboursable sur le budget principal a été effectué à hauteur de 10 241,06 €.

La dépense de 2020 (607,01 €) correspond à l'achat de matériel informatique.

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 100,00	2 353,69	200,00	0,00	3 800,00	99,57	2,62%	
16	Emprunts et dettes assimilés	14 996,22	15 100,00			5 172,01	0,00	0,00%	
	Opérations réelles	21 096,22	17 453,69	200,00	0,00	8 972,01	99,57	1,11%	
001	Excédent d'investissement reporté	15 423,78	15 423,78	41,06	41,06	2 735,00	2 735,00	100,00%	6560,98%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	900,00	735,45	13 000,00	12 935,00	13 000,00	12 935,00	99,50%	0,00%
	TOTAL GENERAL	37 420,00	33 612,92	13 241,06	12 976,06	15 735,00	15 670,00	99,59%	20,76%

La recette de 99,57 € correspond au versement du FCTVA sur 2020 : une subvention du budget principal (chapitre 16) n'a pas été nécessaire.

III – LE BUDGET Collecte et Traitement des Déchets

3.1 L'exécution budgétaire 2020

	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés (1)		105 616,74		301 631,37	0,00	407 248,11
Opération de l'exercice 2020					0,00	
Résultats de l'exercice 2020 (2)	4 127 917,56	4 464 027,52	576 154,11	601 909,29	4 704 071,67	5 065 936,81
	336 109,96		25 755,18		361 865,14	
TOTAUX	4 127 917,56	4 569 644,26	576 154,11	903 540,66	4 704 071,67	5 473 184,92
Résultats de clôture =(1) + (2)	441 726,70		327 386,55		769 113,25	
Restes à réaliser			254 525,62	63 900,00	254 525,62	63 900,00
Solde des Restes à Réaliser			-190 625,62		-190 625,62	

L'année 2020 termine sur :

- un excédent de fonctionnement de 336 109,96 €
- un excédent d'investissement de 327 386,55 €

Le résultat de clôture 2020 à reprendre sur le budget collecte et traitement des déchets de 2021 est donc de :

- **441 726.70 € en fonctionnement**
- **327 386.55 € en investissement**

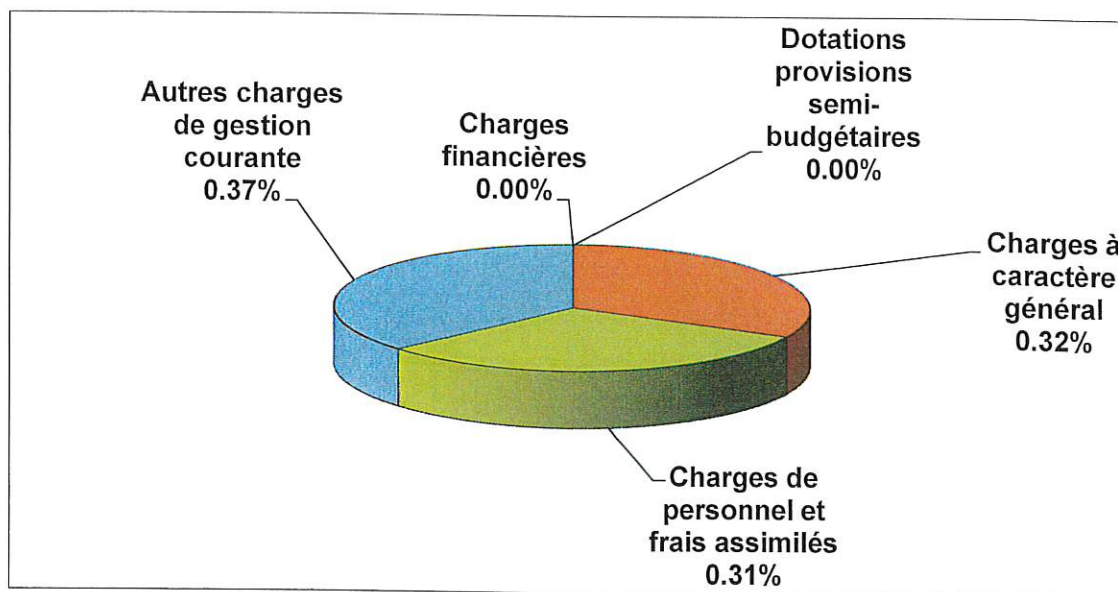
L'excédent global de clôture est donc de 769 113.25 € (pour mémoire, il était de 407 248.11 € au Compte Administratif 2019).

3.2 La section de fonctionnement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
011	Charges à caractère général	1 231 010,24	1 162 876,71	1 310 416,00	1 234 217,85	1 276 472,00	1 229 957,12	96,36%	-0,35%
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 186 135,00	1 046 615,12	1 126 100,00	1 100 053,40	1 234 417,00	1 177 866,13	95,42%	7,07%
65	Autres charges de gestion courante	1 412 927,77	1 412 577,44	1 503 200,00	1 478 817,91	1 489 200,00	1 412 838,46	94,87%	-4,46%
66	Charges financières	3 700,00	2 127,31	950,00	106,44				-100,00%
67	Charges exceptionnelles	500,00	0,00	500,00	318,76	500,00	0,00	0,00%	-100,00%
68	Dotations provisions semi-budgétaires	367,76	367,76	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00%	
		3 834 640,77	3 624 564,34	3 942 166,00	3 813 514,36	4 001 589,00	3 820 661,71	95,48%	0,19%
023	Virement à la section d'investissement					228 596,74	0,00	0,00	
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	245 000,00	241 915,53	326 000,00	338 199,77	307 260,00	307 255,85	100,00%	-9,15%
	Opérations d'ordre	245 000,00	241 915,53	326 000,00	338 199,77	535 856,74	307 255,85	57,34%	-9,15%
	TOTAL GENERAL	4 079 640,77	3 866 479,87	4 268 166,00	4 151 714,13	4 537 445,74	4 127 917,56	90,97%	-0,57%

Les dépenses de fonctionnement ont évolué de 0.19 % entre 2019 et 2020.

Les dépenses :



Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	Commentaire
011	Charges à caractère général	1 162 876,71	1 234 217,85	1 276 472,00	1 229 957,12	
60611	Eau et assainissement	774,02	884,76	2 700,00	1 208,88	
60612	Energie - Electricité	9 919,67	14 625,59	12 450,00	11 635,15	
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	0,00			
60622	Carburants	208 885,15	215 360,18	210 595,00	174 872,42	Baisse du prix du carburant sur 2020.
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	28 699,64	30 000,00	23 603,71	
60631	Fournitures d'entretien	3 203,77	5 492,32	6 200,00	13 049,33	
60632	Fournitures de petit équipement	19 366,52	19 632,26	18 500,00	17 699,89	
60633	Fournitures de voirie	0,00	113,76	0,00	596,39	
60636	Vêtements de travail	13 397,64	18 662,66	12 000,00	11 866,54	
6064	Fournitures administratives	883,97	903,57	1 000,00	914,67	
6068	Autres matières et fournitures	12 546,67	10 206,36	26 551,00	18 866,02	
611	Contrats de prestations de services	593 339,47	611 138,18	672 300,00	678 701,96	Voici les principales dépenses : DRIMM : 176 356,97 € APAG : 104 679,49 € TRIADIS : 65 475,61 € SOULARD : 14 706,23 € SOREGOM : 2 724,48 € VEOLIA : 240 829,56 € LUKA : 6 838,33 € (entretien local OM) AGERIS 82 : 2 580,00 € WEILL : 11 067,42 €
6132	Locations immobilières	42 000,00	50 400,00	50 400,00	50 400,00	Location local de collecte
6135	Locations mobilières	4 255,51	7 018,93	6 550,00	6 428,15	
614	Charges locatives et copropriété			0,00	374,41	Eau local de collecte
61521	Terrains	0,00	2 580,00	4 000,00	0,00	
615221	Bâtiments publics	1 136,00		0,00	14,22	
615228	Autres bâtiments	5 237,69	3 371,88	5 450,00	2 642,99	
61551	Matériel roulant	102 741,29	76 541,82	90 000,00	103 096,58	Entretien des véhicules
61558	Autres biens mobiliers	884,20	0,00	1 000,00	0,00	

AR Prefecture

082-200066322-20210618-DEL0620212-BF

Reçu le 18/06/2021

Publié le 18/06/2021

6156	Maintenance	6 587,32	6 343.38	8 260,00	7 186,49	
6161	Assurance		162.36	200,00	438,76	
6168	Autres	18 181,30	10 671.31	12 000,00	8 811,96	
617	Etudes et recherches	30 816,00	39 803.40			
6184	Versements à des organismes de formation	6 410,63	2 601.60	3 100,00	1 360,00	
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	13,59				
6226	Honoraires	792,00	13 271.01	15 000,00	1 632,00	Honoraires d'avocats suite contentieux
6231	Annonces et insertions	1 080,00	1 620.00	2 500,00	3 024,00	
6232	Fêtes et cérémonies	62,94	0.00	200,00	0,00	
6236	Catalogues et imprimés	975,00	2 253.65	5 500,00	1 806,00	
6237	Publications	864,00	540.00			
6238	Divers	140,40	40.32			
6241	Transports de biens	32 711,75	29 630.63	23 000,00	39 499,52	Rotation des bennes des déchetteries
6251	Voyages et déplacements	555,40	445.06	500,00	3,70	
6256	Missions	1 647,49	1 930.21	2 500,00	560,16	
6261	Frais d'affranchissement	189,40	110.96	250,00	102,35	
6262	Frais de télécommunications	3 596,62	7 153.66	5 000,00	4 136,87	
62878	A d'autres organismes	18 366,00	18 834.39	20 016,00	20 016,00	Remboursement des frais de travaux au propriétaire du Local de Collecte
6288	Autres services extérieurs	16 332,00	27 220.00	22 000,00	21 776,00	Participation communauté EMMAUS
63512	Taxes foncières	2 083,30	2 500.00	2 500,00	2 500,00	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 900,00	3 454.00	4 250,00	1 132,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 046 615,12	1 100 053.40	1 234 417,00	1 177 866,13	
6215	Personnel affecté par collectivité de rattachement	997 862,50	1 073 559.53	1 169 677,00	1 119 911,80	
6217	Personnel affecté par la commune membre du GFP	34 992,25	13 714.50	35 000,00	27 319,75	Mises à disposition de personnel par les communes. En 2020, il n'y a pas eu de hausse : ce sont des régularisations de 2019.
6455	Cotisations pour assurance du personnel	12 264,37	7 999.62	25 400,00	25 423,17	
6474	Versements aux autres œuvres sociales		2 596.77	2 340,00	2 569,05	Plurelya
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 496,00	2 182.98	2 000,00	2 642,36	
65	Autres charges de gestion courante	1 412 577,44	1 478 817.91	1 489 200,00	1 412 838,46	
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0.00	200,00	0,00	
6542	Créances éteintes			0,00	77,00	
65541	Contrib. Fonds compensation. charges territoriales	1 268 520,94	1 331 810.91	1 310 000,00	1 263 425,46	Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères et Autres Déchets (SIRTOMAD)
65548	Autres contributions	59 211,00	58 599.00	84 000,00	60 720,00	Syndicat Mixte d'Enlèvement et d'Elimination des Ordures Ménagère - SMEEOM (Montesquieu)
6558	Autres contributions obligatoires	84 845,50	88 408.00	95 000,00	88 616,00	Syndicat d'Enlèvement et d'Elimination des Ordures Ménagères - SIEEOM (Durfort Lacapelette)
66	Charges financières	2 127,31	106.44			
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 569,83	891.16			Les emprunts sur ce budget sont terminés depuis 2019.
661121	ICNE de l'exercice N	784,72	0.00			
661122	ICNE de l'exercice N-1	-2 227,24	-784.72			

AR Prefecture

082-200066322-20210618-DEL0620212-BF

Reçu le 18/06/2021

Publié le 18/06/2021

67	Charges exceptionnelles	0,00	318.76	500,00	0,00	
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés		61.00			
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	257.76	500,00	0,00	
68	Dotations provisions semi-budgétaires	367,76	0.00	1 000,00	0,00	
6817	Dotations aux provisions pour dépréciation. des actifs circulants	367,76	0.00	1 000,00	0,00	
TOTAL GENERAL		3 624 564,34	3 813 514.36	4 001 589,00	3 820 661,71	

Quelques explications synthétiques sur le budget collecte :

Sur les charges à caractère général, les principaux postes de dépenses sont liés à l'activité de ramassage et de collecte des déchets sur le territoire de la CCTC :

- Les carburants, en baisse par rapport à 2019
- Des fournitures de petit équipement et d'entretien nécessaires aux besoins du service : pièces diverses bennes à ordures ménagères, phares, petit matériel
- Les contrats de prestations de service : DRIMM, APAG, TRIADIS, nettoyage des locaux.....
- La location du local de collecte à Castelsarrasin où sont stockés les camions et les bacs roulants
- L'entretien du matériel roulant à savoir les camions et les rotations de bennes
- Les contributions à d'autres organismes : SIRTOMAD, SMEEOM, SIEEOM

Les charges de personnel ont été analysées au niveau du budget principal.

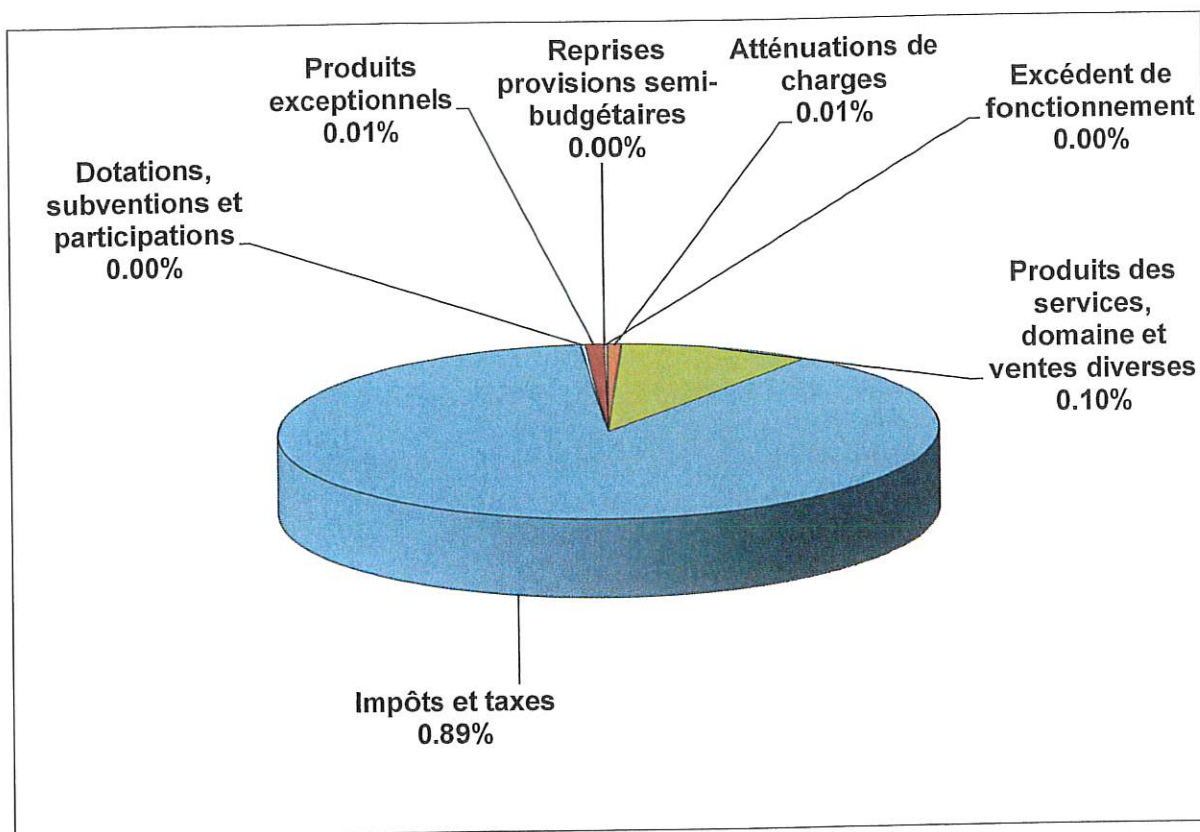
Il est à noter que malgré la crise sanitaire, ce service a intégralement continué son activité en s'adaptant aux protocoles sanitaires.

Les recettes :

Rappel des orientations budgétaires 2020

Maintien des taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères sur l'année 2020.
Mise en place de la redevance spéciale sur une année pleine.

RECETTES									
Cfap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
013	Atténuations de charges	2 000,00	8 353,83	12 600,00	20 430,71	4 900,00	28 292,53	577,40%	38,48%
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	89 700,00	85 445,53	51 500,00	71 458,09	412 587,00	425 952,35	103,24%	496,09%
73	Impôts et taxes	3 727 963,00	3 753 716,00	3 873 123,00	3 910 731,00	3 945 964,00	3 955 906,00	100,25%	1,16%
74	Dotations, subventions et participations	215 120,66	215 959,72	84 146,52	1 621,00	25 500,00	9 760,60	38,28%	502,13%
77	Produits exceptionnels	37 000,00	1 746,28	36 000,00	40 279,55	38 680,00	39 830,04	102,97%	-1,12%
78	Reprises provisions semi-budgétaires			0.00	257,76	0,00	88,00		-65,86%
		4 071 783,66	4 065 221,36	4 057 369,52	4 044 778,11	4 427 631,00	4 459 829,52	100,73%	10,26%
002	Excédent de fonctionnement reporté	7 508,99	7 508,99	206 598,48	206 598,48	105 616,74	105 616,74	100,00%	-48,88%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	348,12	348,00	4 198,00	5 954,28	4 198,00	4 198,00	100,00%	-29,50%
	Opérations d'ordre	7 857,11	7 856,99	210 796,48	212 552,76	109 814,74	109 814,74	100,00%	-48,34%
	TOTAL GENERAL	4 079 640,77	4 073 078,35	4 268 166,00	4 257 330,87	4 537 445,74	4 569 644,26	100,71%	7,34%



Chap.	Désignation	CA 2018	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	Commentaire
013	Atténuations de charges	8 353,83	20 430,71	4 900,00	28 292,53	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	8 353,22	20 430,71	4 900,00	28 292,53	Remboursements sur arrêts de travail ou accident
6479	Remb. sur autres charges sociales	0,61				
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	85 445,53	71 458,09	412 587,00	425 952,35	
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures			353 587,00	353 627,85	Redevance spéciale en année pleine
70613	Abon., redev. pour enlèv. déchets indus. & commerciaux	13 824,80	24 077,20	20 000,00	29 574,80	Facturation déchetteries aux professionnels
70688	Autres prestations de service	10,00				
7078	Autres marchandises	36 560,31	15 750,35	7 500,00	11 041,92	Régie composteurs : 4 119€ Subventions organismes divers (OCAD3E, ECODDS, Plast Recycling...)
70845	aux communes membres du GFP	3 935,46				Mise à disposition personnel marché
70848	aux autres organismes	31 114,96	31 630,54	31 500,00	31 707,78	Remboursement salaire agent mis à disposition SIRTOMAD + frais de déplacements et repas
73	Impôts et taxes	3 753 716,00	3 910 731,00	3 945 964,00	3 955 906,00	
7331	Taxe d'enlèv. des ordures ménagères et assimilés	3 753 716,00	3 910 731,00	3 945 964,00	3 955 906,00	TEOM
74	Dotations, subventions et participations	215 959,72	1 621,00	25 500,00	9 760,60	
744	FCTVA	186,35				

74748	Autres communes	122,00	61,00			
7478	Autres organismes	9 060,06	1 560,00	6 500,00	9 760,60	Mise à disposition de personnel
7488	Autres attributions et participations	206 591,31	0,00	19 000,00	0,00	Subvention budget principal
77	Produits exceptionnels	1 746,28	40 279,55	38 680,00	39 830,04	
7711	Dédits et pénalités perçues		1 072,18	0,00	2 150,00	Pénalités de retard entreprise sur un marché public
773	Mandats annulés ou atteints déchéance quadriennale	240,00		37 680,00	37 680,04	Régularisation d'écritures sur exercices antérieurs.
774	Subventions exceptionnelles		27 351,00			En 2019 pour mémoire : Subvention ADEME Assistance à Maitrise d'Ouvrage redevance spéciale
775	Produits des cessions d'immobilisations		10 911,00			En 2019 pour mémoire : Cession 2 Benches à Ordures Ménagères
7788	Produits exceptionnels divers	1 506,28	945,37	1 000,00	0,00	Remboursements sinistres
78	Reprises provisions semi-budgétaires		257,76	0,00	88,00	
7817	Reprise sur provision pour dépréciation actifs circulants		257,76	0,00	88,00	Diminution de la provision pour risque d'impayés constatée les années précédentes
TOTAL GENERAL		4 065 221,36	4 044 778,11	4 427 631,00	4 459 829,52	

Les principales recettes du budget TEOM :

Les impôts et taxes représentent 88,55 % des recettes de fonctionnement : cela concerne la TEOM.

La Communauté de Communes a institué un zonage de la TEOM en identifiant 16 secteurs.

A noter : la redevance spéciale a permis à la communauté de communes de percevoir une recette supplémentaire de 353 627.85 €.

3.3 La section d'investissement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
16	Emprunts et dettes assimilés	70 600,00	70 587,75	31 830,00	31 827,19				-100,00%
20	Immobilisations incorporelles	25 596,00	1 944,00	12 066,00	10 628,40				-100,00%
21	Immobilisations corporelles	1 055 839,54	613 981,69	978 160,27	309 104,68	934 836,64	559 785,77	59,88%	81,10%
23	Immobilisations en cours	50 000,00	0,00	197 000,00	108,00	420 580,00	12 170,34	2,89%	11168,83%
27	Autres immobilisations financières	3 500,00	3 500,00						
		1 205 535,54	690 013,44	1 219 056,27	351 668,27	1 355 416,64	571 956,11	42,20%	62,64%
O40	Opérations d'ordre de transfert entre sections	348,12	348,00	4 198,00	5 954,28	4 198,00	4 198,00	100,00%	-29,50%
O41	Opérations patrimoniales			1 728,00	1 728,00				-100,00%
	Opérations d'ordre	348,12	348,00	5 926,00	7 682,28	4 198,00	4 198,00	100,00%	-45,35%
	TOTAL GENERAL	1 205 883,66	690 361,44	1 224 982,27	359 350,55	1 359 614,64	576 154,11	42,38%	60,33%

3.3.1 Les dépenses 2020

Chap.	Désignation	Total budget	Réalisé	Restes à réaliser (RAR)	Observations
21	Immobilisations corporelles	934 836,64	559 785,77	230 263,96	
2135	Instal.géné.,agencements,aménagements des construc	17 922,72	19 950,72		Fin du marché d'aménagement de l'aire de lavage
2151	Réseaux de voirie	9 400,00	9 360,00		Création Plateforme Point d'Apport Volontaire aérien Durfort Lacapelette
21571	Matériel roulant	45 795,84	46 275,84		Achat véhicule utilitaire livraison de bacs
21578	Autre matériel et outillage de voirie	1 000,00	0,00		
2158	Autres install., matériel et outillage techniques	5 000,00	0,00		
2182	Matériel de transport	624 874,60	385 625,13	215 102,82	Achat de 2 bennes à ordures ménagères en 2020. RAR : achat benne à ordures ménagères
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	71,88	0,00		
2188	Autres immobilisations corporelles	230 771,60	98 574,08	15 161,14	Bacs roulants : 88 237 € Lance + enrouleur aire de lavage : 4 309 € RAR : Achat de conteneurs à verre
23	Immobilisations en cours	420 580,00	12 170,34	24 261,66	
2313	Constructions	394 000,00	12 170,34	24 261,66	RAR : Maitrise d'œuvre – Réhabilitation et mise aux normes des déchetteries
2315	Installation, matériel et outillage techniques	26 580,00	0,00		
TOTAL GENERAL		1 355 416,64	571 956,11	254 525,62	

Les restes à réaliser en dépenses se sont élevés à **254 525.62 €**.

Le taux de réalisation faible est dû :

- Au nombre de bacs roulants achetés qui a été inférieur aux prévisions
- Au marché de travaux de réhabilitation et mise aux normes des déchetteries qui aurait dû être lancé en 2020 et qui a glissé sur 2021.
- A une benne à ordures ménagères qui n'a pas été livrée sur 2020 (en reste à réaliser)

3.3.2 Les recettes 2020

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA 2020 / CA 2019
10	Dotations, fonds divers et réserves	97 000,00	57 537,02	150 000,00	55 445,78	93 400,00	94 653,44	101,34%	70,71%
13	Subventions d'investissement reçues	7 700,00	7 700,00	63 900,00	0,00	63 900,00	0,00	0,00%	
16	Emprunts et dettes assimilés	357 366,40	150 000,00	407 745,90	0,00	364 826,53	200 000,00	54,82%	
024	Produits des cessions d'immobilisations			10 000,00					
		462 066,40	215 237,02	631 645,90	55 445,78	522 126,53	294 653,44	56,43%	431,43%
001	Excédent d'investissement reporté	498 817,26	498 817,26	265 608,37	265 608,37	301 631,37	301 631,37	100,00%	13,56%
021	Virement à la section de fonctionnement					228 596,74	0,00	0,00%	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	245 000,00	241 915,53	326 000,00	338 199,77	307 260,00	307 255,85	100,00%	-9,15%
041	Opérations patrimoniales			1 728,00	1 728,00				-100,00%
	Opérations d'ordre	743 817,26	740 732,79	593 336,37	605 536,14	837 488,11	608 887,22	72,70%	0,55%
	TOTAL GENERAL	1 205 883,66	955 969,81	1 224 982,27	660 981,92	1 359 614,64	903 540,66	66,46%	36,70%

Sur les recettes, on constate :

- Une recette de 94 653.44 € correspondant au FCTVA
- Une avance du budget principal à hauteur de 200 000 €

A noter, un reste à réaliser de 63 900 € correspondant à une subvention de l'ADEME suite aux travaux en déchetteries.

Les budgets annexes qui suivent sont des budgets correspondant à des zones d'activités. Dès lors qu'il reste des zones à commercialiser dans un lotissement, la comptabilité publique oblige la création d'un budget annexe.

Ces budgets annexes sont assujettis à la TVA et sont gérés en comptabilité de stock.

C'est le cas pour :

- Barres Fleury Borderouge
- La zone de Saint Aignan
- La zone du Luc
- La zone de Terre Blanche

IV - LE BUDGET Barrès Fleury Borderouge

4.1 L'exécution budgétaire 2020

	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés (1)	ou déficit -810 155,72	ou excédents 0,00	ou déficit -2 949 659,12	ou excédents	ou déficit -3 759 814,84	ou excédents 0,00
Opération de l'exercice 2020	6 751 355,80	7 213 751,40	6 603 834,24	6 556 781,65	13 355 190,04	13 770 533,05
Résultats de l'exercice 2020 (2)	462 395,60		-47 052,59			
Résultats de clôture 2020 = (1)+(2)	-347 760,12		-2 996 711,71		-3 344 471,83	

Suite aux réalisations de 2020, le budget présente les résultats suivants en fin d'année :

- Un déficit de 2 996 711.71 € en investissement
- Un déficit de 347 730.12 € en fonctionnement

4.2 La section de fonctionnement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
011	Charges à caractère général	1 030 500,00	256 826,01	1 717 194,65	65 947,10	1 932 884,68	81 817,01	4,23%	24,06%
65	Autres charges de gestion courante	445 946,40	0,00	10,00	0	10,00	0,00	0,00%	
66	Charges financières	69 000,00	67 286,59	63 117,22	61 782,62	57 723,19	56 378,57	97,67%	-8,75%
	Opérations réelles	1 545 446,40	324 112,60	1 780 321,87	127 729,72	1 990 617,87	138 195,58	6,94%	8,19%
002	Déficit de fonctionnement reporté			895 456,98	895 456,98	810 155,72	810 155,72	100,00%	-9,53%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 745 954,54	7 745 954,54	6 816 298,00	6 667 269,81	6 679 192,84	6 556 781,65	98,17%	-1,66%
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de	69 000,00	67 286,59	63 117,22	61 782,62	57 723,19	56 378,57	97,67%	-8,75%
	Opérations d'ordres	7 814 954,54	7 813 241,13	7 774 872,20	7 624 509,41	7 547 071,75	7 423 315,94	98,36%	-2,64%
	TOTAL GENERAL	9 360 400,94	8 137 353,73	9 555 194,07	7 752 239,13	9 537 689,62	7 561 511,52	79,28%	-2,46%

En 2018, les dépenses de fonctionnement se sont décomposées en :

- Travaux : 256 826.01 HT principalement sur la ZAC de Fleury, Barres 1 et Barres 3
- Intérêts de la dette + Intérêts Courus Non Echus : 67 286.59 €

En 2019, les dépenses de fonctionnement se sont décomposées en :

- Travaux : 65 947.10 HT principalement sur la ZAC de Fleury et Barres 3
- Intérêts de la dette + Intérêts Courus Non Echus : 61 782.62 €

En 2020, les dépenses de fonctionnement se sont décomposées en :

- Travaux : 81 817.01 HT principalement sur la ZAC de Fleury et Barres
- Intérêts de la dette + Intérêts Courus Non Echus : 56 378.57 €

Il est à noter que pour la Zone de Barres 3, les travaux prévus à hauteur de 1 600 000€ n'ont pas été réalisés en raison du retard pris dans l'instruction du dossier environnemental par les services de l'Etat (dossier déposé début janvier 2019).

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	130 000,00	28 100,00	136 389,00	132 119,00	592 799,40	411 105,40	69,35%	211,16%
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0	0	189 000,00	175 000,00	92,59%	
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0	0,14				-100,00%
77	Produits exceptionnels	15 804,00	33 293,95	191 400,00	191 400,00	584 365,96	280 289,67	47,96%	46,44%
Opérations réelles		145 804,00	61 393,95	327 789,00	323 519,14	1 366 165,36	866 395,07	63,42%	167,80%
002	Excédent de fonctionnement reporté	445 946,40	445 946,40					#DIV/0!	
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 699 650,54	6 667 269,81	9 164 287,85	6 556 781,65	8 113 801,07	6 290 977,76	77,53%	-4,05%
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de	69 000,00	67 286,59	63 117,22	61 782,62	57 723,19	56 378,57	97,67%	-8,75%
Opérations d'ordres		9 214 596,94	7 180 502,80	9 227 405,07	6 618 564,27	8 171 524,26	6 347 356,33	77,68%	-4,10%
TOTAL GENERAL		9 360 400,94	7 241 896,75	9 555 194,07	6 942 083,41	9 537 689,62	7 213 751,40	75,63%	3,91%

En 2018, les recettes de fonctionnement se sont décomposées en :

- Ventes : 28 100.00 €
- Mandats annulés sur exercice antérieur 126.34 €
- Subvention ZAC Barres (département) : 32 893.00 €
- Recette exceptionnelle 274.61 €

En 2019, les recettes de fonctionnement se sont décomposées en :

- Vente Barres 2 : 41 779.00 €
- Vente Borderouge : 33 696.00 €
- Vente au Budget principal terrains sur Barres 1 (livraison à soi-même terrains de la cuisine centrale) 56 644.00 €
- Mandats annulés sur exercice antérieur 126.34 €
- Subvention d'équilibre du Budget Principal versée à compter de 2019 jusqu'en 2023 191 400.00 €

En 2020, les recettes de fonctionnement se sont décomposées en :

- Vente Barres 2 : 30 930.40 €
- Vente au Budget principal terrains sur Fleury (livraison à soi-même terrains du centre aquatique) 380 175.00 €
- Subvention au titre de la DETR sur Fleury 175 000.00 €
- Subvention d'équilibre du Budget Principal versée à compter de 2019 jusqu'en 2023 191 400.00 €
- Subvention du budget principal : **280 289.67 €**
 - Versement subvention d'équilibre de 2019 à 2023 pour 191 400 € qui se décompose de la façon suivante :
 - Barres 1 : 1 381.86 €
 - Barres 2 : 30 220 €
 - Barres 3 : 57 000 €
 - Barres 4 :
 - Fleury : 52 798.14 €
 - Borderouge : 50 000 €
 - Versement d'une compensation du budget principal pour un montant de 88 889.68€, suite à la vente de terrains en 2019 à un prix inférieur au prix de revient :

ZONES D'ACTIVITES	BARRES 1	BARRES 2	BARRES 3	BARRES 4	FLEURY	BORDE ROUGE
(a) Prix de revient au m ²	16,52	21,58	23,72	1,70	31,75	15,74
(b) Prix de vente	14,00	8,20	0,00	0,00	0,00	12,00
(c = a-b) Différence prix de revient / prix de vente	2,52	13,38	0,00	0,00	0,00	3,74
(d) m ² vendus en 2019	4 046	5 095	0	0	0	2 808
(c*d) Déficit à combler par budget principal en 2020 sur les ventes de 2019	10 215,28	68 174,56	0,00	0,00	0,00	10 499,83

4.3 La section d'investissement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00						
16	Emprunts et dettes assimilés	492 816,00	361 519,47	352 168,48	352 168,48	312 856,48	312 856,48	100,00%	-11,16%
Opérations réelles		492 816,00	361 519,47	352 168,48	352 168,48	312 856,48	312 856,48	100,00%	-11,16%
001	Déficit d'investissement reporté	3 425 144,06	3 425 144,06	2 707 978,80	2 707 978,80	2 949 659,12	2 949 659,12	100,00%	8,92%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 699 650,54	6 667 269,81	9 164 287,85	6 556 781,65	8 113 801,07	6 290 977,76	77,53%	-4,05%
Opérations d'ordres		12 124 794,60	10 092 413,87	11 872 266,65	9 264 760,45	11 063 460,19	9 240 636,88	83,52%	-0,26%
TOTAL GENERAL		12 617 610,60	10 453 933,34	12 224 435,13	9 616 928,93	11 376 316,67	9 553 493,36	83,98%	-0,66%

En 2018, les dépenses d'investissement ont été les suivantes :

- Capital de la dette : 361 519.47 € HT

En 2019, les dépenses d'investissement ont été les suivantes :

- Capital de la dette : 312 856.48 € HT
- Remboursement Commune de Moissac suite vente Borderouge : 39 312.00 €

En 2020, les dépenses d'investissement ont été les suivantes :

- Capital de la dette : 312 856.48 € HT

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
16	Emprunts et dettes assimilés	4 871 656,06	0,00	5 408 137,13	0	4 697 123,83	0,00	0,00%	
	Opérations réelles	4 871 656,06	0,00	5 408 137,13	0,00	4 697 123,83	0,00	0,00%	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 745 954,54	7 745 954,54	6 816 298,00	6 667 269,81	6 679 192,84	6 556 781,65	98,17%	-1,66%
	Opérations d'ordres	7 745 954,54	7 745 954,54	6 816 298,00	6 667 269,81	6 679 192,84	6 556 781,65	98,17%	-1,66%
	TOTAL GENERAL	12 617 610,60	7 745 954,54	12 224 435,13	6 667 269,81	11 376 316,67	6 556 781,65	57,64%	-1,66%

En 2018, 2019 et 2020, il n'y a eu aucune recette d'investissement.

V – LE BUDGET Zones Artisanales

Ce budget est composé de 2 zones d'activité :

- La zone de Trabesses à Saint Aignan
- La zone de la Biarne à Saint Nicolas de la Grave

5.1 L'exécution budgétaire 2020

	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés (1°)	12 052,94		78 495,61		90 548,55	
						0,00
Opération de l'exercice	136 589,94	144 903,11	136 303,11	78 495,61	272 893,05	223 398,72
Résultats de l'exercice (2)	8 313,17		-57 807,50		-49 494,33	
Résultats de l'exercice 2020 : (1) et (2)	-3 739,77		-136 303,11		-140 042,88	

Suite aux réalisations de 2020, le budget présente les résultats suivants en fin d'année :

- Un déficit de 136 303.11 € en investissement
- Un déficit de 3 739.77 € en fonctionnement

5.2 La section de fonctionnement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
011	Charges à caractère général	17 090,00	50,00	34 090,00	80,00	152 090,00	58 094,33	38,20%	72517,91%
65	Autres charges de gestion courante			10,00	0,13	9,87	0,00		
	Opérations réelles	17 090,00	50,00	34 100,00	80,13	152 099,87	58 094,33	38,19%	72400,10%
002	Déficit de fonctionnement reporté			20 572,81	20 572,81	12 052,94	12 052,94		
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	109 970,63	109 970,63	78 495,61	78 495,61	78 495,61	78 495,61	100,00%	0,00
	Opérations d'ordre	109 970,63	109 970,63	99 068,42	99 068,42	90 548,55	90 548,55	100,00%	-8,60%
	TOTAL GENERAL	127 060,63	110 020,63	133 168,42	99 148,55	242 648,42	148 642,88	61,26%	49,92%

Les dépenses de l'année 2018 ont été les suivantes :

- Taxes foncières : 50 € (dégrèvement de 32 €)

Les dépenses de l'année 2019 ont été les suivantes :

- Taxes foncières : 80 €

Les dépenses de l'année 2020 ont été les suivantes :

- Taxes foncières : 35 € (dégrèvement de 45 €)
- Travaux divers : 57 545,30 €

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
70	Produits des services, domaine et ventes diverses			15 000,00	0,00				
74	Dotations, subventions et participations	0,00	10 952,21	0,00	0,00				
77	Produits exceptionnels			8 600,00	8 600,00	8 600,00	8 600,00	100,00%	0,00%
	Opérations réelles	0,00	10 952,21	23 600,00	8 600,00	8 600,00	8 600,00	100,00%	0,00%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	127 060,63	78 495,61	109 568,42	78 495,61	234 048,42	136 303,11	58,24%	73,64%
	Opérations d'ordre	127 060,63	78 495,61	109 568,42	78 495,61	234 048,42	136 303,11	58,24%	73,64%
	TOTAL GENERAL	127 060,63	89 447,82	133 168,42	87 095,61	242 648,42	144 903,11	59,72%	66,37%

En 2018, versement d'une subvention de 10 952,21 € pour les travaux d'aménagement de la zone d'activité.

En 2019 et 2020, versement de la subvention d'équilibre du budget principal de 8 600 €. Ce versement sera effectué jusqu'en 2023 inclus.

5.3 La section d'investissement

Ce budget n'a eu aucune dépense et recette en opérations réelles en 2018, 2019 et 2020.

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
001	Déficit d'investissement reporté	109 970,63	109 970,63	78 495,61	78 495,61	78 495,61	78 495,61	100,00%	0,00%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	127 060,63	78 495,61	109 568,42	78 495,61	234 048,42	136 303,11	58,24%	0,74
	Opérations d'ordre	237 031,26	188 466,24	188 064,03	156 991,22	312 544,03	214 798,72	68,73%	36,82%
	TOTAL GENERAL	237 031,26	188 466,24	188 064,03	156 991,22	312 544,03	214 798,72	68,73%	36,82%

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
16	Emprunts et dettes assimilés	127 060,63	0,00	109 568,42	0	234 048,42	0,00	0,00%	
	Opérations réelles	127 060,63	0,00	109 568,42	0,00	234 048,42	0,00	0,00%	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	109 970,63	109 970,63	78 495,61	78 495,61	78 495,61	78 495,61	100,00%	0,00
	Opérations d'ordre	109 970,63	109 970,63	78 495,61	78 495,61	78 495,61	78 495,61	100,00%	0,00%
	TOTAL GENERAL	237 031,26	109 970,63	188 064,03	78 495,61	312 544,03	78 495,61	25,12%	0,00%

La section d'investissement n'a enregistré que des opérations d'ordre (donc avec aucun flux financier).

VI - LE BUDGET Zone du Luc

L'ensemble des ZAE communales existantes sur le territoire de la Communauté a été transféré à la Communauté de Communes Terres des Confluences au 1^{er} janvier 2017. C'est le cas pour la zone du Luc à Moissac et la Zac de Terre Blanche à Castelsarrasin.

Les deux budgets annexes ont été créés en 2018. Ce sont des budgets assujettis à la TVA.

Les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la Zone du Luc ont été approuvées par délibération 02/2019-5 lors du conseil communautaire du 12 février 2019.

6.1 L'exécution budgétaire 2020

	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés (1)		30 653,69	99 293,31		99 293,31	30 653,69
						0,00
Opération de l'exercice 2020	1 221 286,20	1 224 359,68	1 218 739,90	1 193 690,16	2 440 026,10	2 418 049,84
Résultats de l'exercice 2020 (2)	3 073,48		-25 049,74		-21 976,26	
TOTAUX	1 221 286,20	1 255 013,37	1 318 033,21	1 193 690,16	2 539 319,41	2 448 703,53
Résultats de clôture (1) et (2)	33 727,17		-124 343,05		-90 615,88	

Suite aux réalisations de 2020, le budget présente les résultats suivants en fin d'année :

- Un déficit de 124 343,05 € en investissement
- Un excédent de 33 727,17 € en fonctionnement

6.2 La section de fonctionnement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
011	Charges à caractère général	1 548 793,62	60 786,63	1 279 393,62	1 190 625,33	124 600,00	27 596,04	22,15%	-97,68%
65	Autres charges de gestion courante			10,00	0	10,22			
	Opérations réelles	1 548 793,62	60 786,63	1 279 403,62	1 190 625,33	124 610,22	27 596,04	22,15%	-97,68%
002	Déficit de fonctionnement reporté								
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	109 970,63		87 173,55	60 786,63	1 224 212,81	1 193 690,16	0,98	18,64
	Opérations d'ordre	109 970,63	0,00	87 173,55	60 786,63	1 224 212,81	1 193 690,16	97,51%	1863,74%
	TOTAL GENERAL	1 658 764,25	60 786,63	1 366 577,17	1 251 411,96	1 348 823,03	1 221 286,20	90,54%	-2,41%

En 2018, les écritures du budget ont été les suivantes :

- Dépenses de fonctionnement pour 60 786.63 € HT (dont 57 568.63 € HT de travaux de viabilisation)

En 2019 :

L'acte de vente des terrains entre la Commune de Moissac et la Communauté de communes a été signé en 2019. Un mandat a donc été émis envers la commune de Moissac en fonctionnement pour 1 155 799.80 €, avec un titre en investissement pour constater la dette envers la commune.

- Dépenses de fonctionnement pour 1 157 190.62 € HT (dont 1 155 799.80 € HT pour l'achat des terrains à la Commune de Moissac)

Le remboursement à la Commune de Moissac sera fait au fur et à mesure des ventes.

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	94 000,00		82 250,00	83 072,50	0,00	2,92		-100,00%
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,27		0,22				-100,00%
77	Produits exceptionnels	6 000,00		5 250,00	5 302,50	5 616,86	5 616,86	100,00%	5,93%
	Opérations réelles	100 000,00	0,27	87 500,00	88 375,22	5 616,86	5 619,78	100,05%	-93,64%
002	Excédent de fonctionnement reporté			0,27	0,27	30 653,69	30 653,69	1,00	113 531,19
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 448 793,62	60 786,63	1 279 076,90	1 193 690,16	1 312 552,48	1 218 739,90	0,93	0,02
	Opérations d'ordre	1 448 793,62	60 786,63	1 279 077,17	1 193 690,43	1 343 206,17	1 249 393,59	93,02%	4,67%
	TOTAL GENERAL	1 548 793,62	60 786,90	1 366 577,17	1 282 065,65	1 348 823,03	1 255 013,37	93,05%	-2,11%

En 2019, les écritures sur ce budget ont été les suivantes :

- Recettes de 88 375.49 € correspondant à une vente de terrain. Cette vente a été consentie avec un rabais sur prix de vente de 5 302.50 € correspondant 3 535 m² à 1.50 € par m². Ce rabais a été supporté par le Budget principal de la communauté de communes.

En 2020, subvention d'équilibre de 5 616.86 € suite à vente de terrains en 2019.

Ce montant est calculé de la façon suivante :

ZONES D'ACTIVITES	ZONE DU LUC
Prix de revient	26,59
(a) Prix de vente appliqué en 2019	25,00
(b) Différence prix de revient / prix de vente => Reste à charge à financer par le budget principal	1,59
(c) m² vendus en 2019	3 535,00
d = (b*c) Déficit à combler par budget principal en 2020 suite aux ventes réalisées en 2019	5 616,86
(e) Subvention d'équilibre versée chaque année depuis 2019 et pendant 5 ans	
(d+e) Subvention d'équilibre à verser en 2020 par le budget principal	5 616,86

6.3 La section d'investissement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
16	Emprunts et dettes	69 480,00		60 795,00					
	Opérations réelles	69 480,00	0,00	60 795,00	0,00	0,00	0,00		
001	Déficit d'investissement reporté			60 786,63	60 786,63	99 293,31	99 293,31	100,00%	63,35%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 448 793,62	60 786,63	1 279 076,90	1 193 690,16	1 312 552,48	1 218 739,90	92,85%	0,02
	Opérations d'ordre	1 448 793,62	60 786,63	1 339 863,53	1 254 476,79	1 411 845,79	1 318 033,21	93,36%	5,07%
	TOTAL GENERAL	1 518 273,62	60 786,63	1 400 658,53	1 254 476,79	1 411 845,79	1 318 033,21	93,36%	5,07%

Aucune écriture réelle n'a été effectuée en 2018, 2019 et 2020.

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
16	Emprunts et dettes assimilés	1 518 273,62	0,00	1 313 484,98	1 094 396,85	187 632,98	0,00	0,00%	
	Opérations réelles	1 518 273,62	0,00	1 313 484,98	1 094 396,85	187 632,98	0,00	0,00%	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections			87 173,55	60 786,63	1 224 212,81	1 193 690,16	97,51%	18,64
	Opérations d'ordre	0,00	0,00	87 173,55	60 786,63	1 224 212,81	1 193 690,16	97,51%	1863,74%
	TOTAL GENERAL	1 518 273,62	0,00	1 400 658,53	1 155 183,48	1 411 845,79	1 193 690,16	84,55%	3,33%

En 2019 :

La recette de 1 094 396.85 € correspond au constat de la dette envers la Commune de Moissac (soit 1 155 799.80 € - vente de terrain pour 61 402.95 €).

Pour la vente de terrain, dans la délibération 02 2019-5 il est prévu de rembourser la commune de Moissac sur la base de 17.37 € le m² : donc 3 535 m² * 17.37 € = 61 402.95 €.

En 2020, aucune écriture réelle n'a été passée.

VII – LE BUDGET ZAC de Terre Blanche

Les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la Zone de Terre Blanche seront approuvées à l'occasion d'un futur conseil communautaire.

En fonction de la surface cédée par la commune, une dette sera constatée.

L'acte de vente n'étant pas été signé à ce jour, la dette n'a pas pu être constatée depuis la création du budget.

7.1 L'exécution budgétaire 2020

	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés 2019 (1)			2 790,00		2 790,00	
Opération de l'exercice	2 790,00	2 790,00	2 790,00	2 790,00	5 580,00	0,00
Résultats de l'exercice 2020 (2)	0,00		0,00		0,00	
TOTAUX	2 790,00	2 790,00	5 580,00	2 790,00	8 370,00	5 580,00
Résultats de clôture = 1 et 2	0,00		-2 790,00		-2 790,00	

Suite aux réalisations de 2020, le budget présente les résultats suivants en fin d'année :

- Un déficit de 2 790.00 € en investissement
- Un résultat à 0 € en fonctionnement

7.2 La section de fonctionnement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
011	Charges à caractère général	1 143 071,97	900,00	1 385 071,97	1 890,00	1 140 081,97	0,00	0,00%	-100,00%
65	Autres charges de gestion courante				10	10,00	0,00		
	Opérations réelles	1 143 071,97	900,00	1 385 071,97	1 900,00	1 140 091,97	0,00	0,00%	-100,00%
002	Déficit de fonctionnement reporté								
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections			900,00	900,00	2 790,00	2 790,00	1,00	2,10
	Opérations d'ordre	0,00	0,00	900,00	900,00	2 790,00	2 790,00	100,00%	210,00%
	TOTAL GENERAL	1 143 071,97	900,00	1 385 971,97	2 800,00	1 142 881,97	2 790,00	0,24%	-0,36%

Les écritures réelles sur ce budget ont été les suivantes :

En 2018 :

- Dépenses de fonctionnement pour 900.00 € HT (frais administratifs)

En 2019 :

- Dépenses de fonctionnement pour 1 890.00 € HT (frais administratifs)

En 2020 : néant

RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
70	Produits des services, domaine et ventes diverses								
75	Autres produits de gestion courante								
77	Produits exceptionnels								
	Opérations réelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	#DIV/0!
002	Excédent de fonctionnement reporté							#DIV/0!	#DIV/0!
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 143 071,97	900,00	1 385 981,97	2 790,00	1 142 881,97	2 790,00	0,00	0,00
	Opérations d'ordre	1 143 071,97	900,00	1 385 981,97	2 790,00	1 142 881,97	2 790,00	0,24%	0,00%
	TOTAL GENERAL	1 143 071,97	900,00	1 385 981,97	2 790,00	1 142 881,97	2 790,00	0,24%	0,00%

En 2018, 2019 et 2020 : aucune recette réelle sur ce budget.

7.3 La section d'investissement

DEPENSES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
16	Emprunts et dettes								
	Opérations réelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
001	Déficit d'investissement reporté			900,00	900,00	2 790,00	2 790,00	100,00%	210,00%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 143 071,97	900,00	1 385 071,97	2 790,00	1 142 881,97	2 790,00	0,24%	0,00
	Opérations d'ordre	1 143 071,97	900,00	1 385 971,97	3 690,00	1 145 671,97	5 580,00	0,49%	51,22%
	TOTAL GENERAL	1 143 071,97	900,00	1 385 971,97	3 690,00	1 145 671,97	5 580,00	0,49%	51,22%

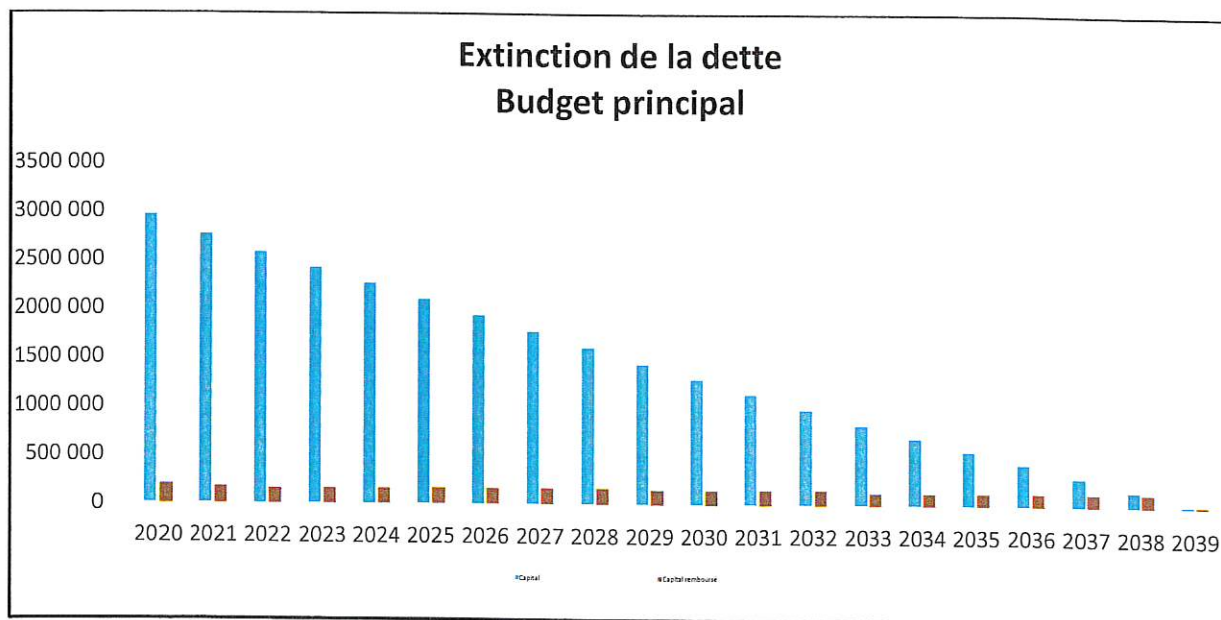
RECETTES									
Chap.	Désignation	Voté 2018	CA 2018	Voté 2019	CA 2019	Voté 2020	CA 2020	% Réal. Net	Evolution CA
16	Emprunts et dettes assimilés	1 143 071,97		1 385 981,97		1 142 881,97			
	Opérations réelles	1 143 071,97	0,00	1 385 981,97	0,00	1 142 881,97	0,00		
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections			900,00	900,00	2 790,00	2 790,00	100,00%	2,10
	Opérations d'ordre	0,00	0,00	900,00	900,00	2 790,00	2 790,00	100,00%	210,00%
	TOTAL GENERAL	1 143 071,97	0,00	1 386 881,97	900,00	1 145 671,97	2 790,00	0,24%	210,00%

En investissement, sur les 3 années 2018, 2019 et 2020 : aucune dépense ni recette réelles n'ont été effectuées.

VIII - L'encours de dette

Evolution du capital restant dû - Budget Principal :

Année	Capital	Capital remboursé	Evolution N-1
2020	2 955 503	202 421	
2021	2 753 082	178 069	-6,85%
2022	2 575 013	158 605	-6,47%
2023	2 416 409	160 044	-6,16%
2024	2 256 365	161 508	-6,62%
2025	2 094 857	162 999	-7,16%
2026	1 931 858	164 516	-7,78%
2027	1 767 342	166 059	-8,52%
2028	1 601 283	167 629	-9,40%
2029	1 433 654	152 427	-10,47%
2030	1 281 227	154 054	-10,63%
2031	1 127 173	155 709	-12,02%
2032	971 465	157 393	-13,81%
2033	814 072	129 132	-16,20%
2034	684 940	130 427	-15,86%
2035	554 513	131 746	-19,04%
2036	422 767	133 089	-23,76%
2037	289 678	134 457	-31,48%
2038	155 221	135 850	-46,42%
2039	19 371	19 371	-87,52%

Capacité de désendettement :

Ce ratio indique en année la vitesse de remboursement de la dette si on y consacre l'ensemble de son épargne brute. C'est le rapport entre l'épargne brute et l'encours de dette.

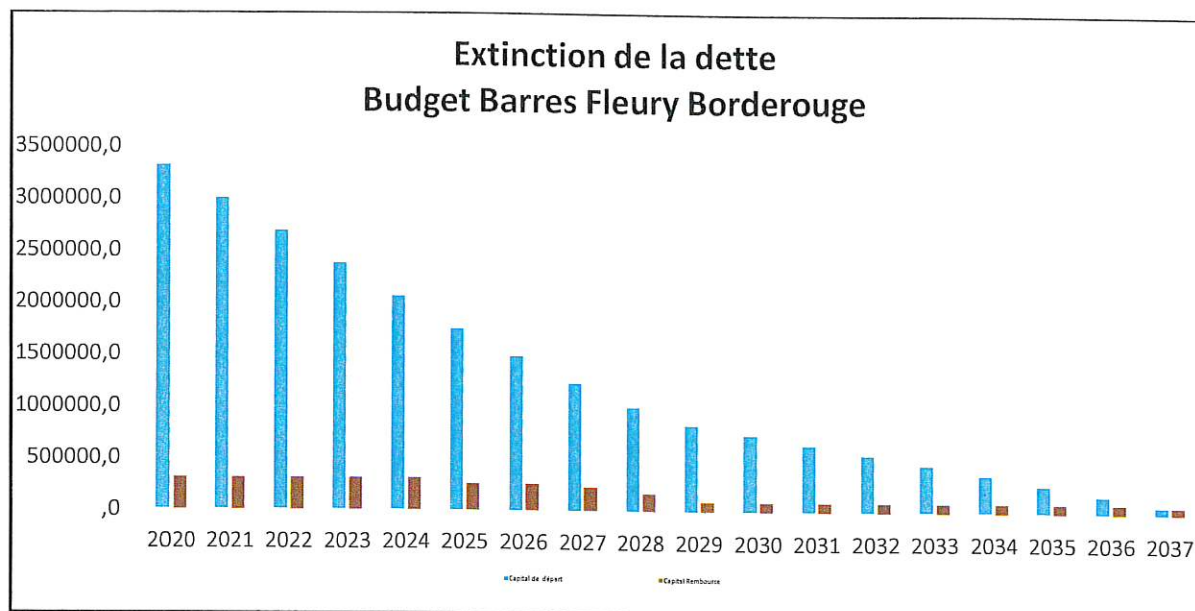
Le ratio de désendettement du budget principal est de 1.3 ans.

Voici le détail des emprunts sur ce budget :

Objet de l'emprunt	Capital restant dû au 31/12/2020
TRACTEUR KUBOTA	0,00
PELLE LIEBHERR	0,00
TRACTEUR KUBOTA 2016	12 170,34
EPAREUSE 2016	8 708,36
BATIMENT SAINT NICOL / Bâtiment de Saint Nicolas	134 400,00
Prêt pour la maison de santé de 400 000 €	326 974,96
Avance prêt Construction cuisine centrale	1 204 328,51
Prêt complémentaire cuisine centrale	1 066 500,00
TOTAL	2 753 082,17

Evolution du capital restant dû - Budget Annexe Barrès Fleury Borderouge :

Année	Capital de départ	Capital	Evolution N-1
2020	3 311 841 €	312 856,48	
2021	2 998 984 €	312 856,48	-9,45%
2022	2 686 128 €	312 856,48	-10,43%
2023	2 373 271 €	312 856,48	-11,65%
2024	2 060 415 €	312 856,63	-13,18%
2025	1 747 558 €	259 523,16	-15,18%
2026	1 488 035 €	259 523,16	-14,85%
2027	1 228 512 €	227 261,64	-17,44%
2028	1 001 250 €	170 000,00	-18,50%
2029	831 250 €	95 000,00	-16,98%
2030	736 250 €	95 000,00	-11,43%
2031	641 250 €	95 000,00	-12,90%
2032	546 250 €	95 000,00	-14,81%
2033	451 250 €	95 000,00	-17,39%
2034	356 250 €	95 000,00	-21,05%
2035	261 250 €	95 000,00	-26,67%
2036	166 250 €	95 000,00	-36,36%
2037	71 250 €	71 250,00	-57,14%



Voici le détail des emprunts sur ce budget :

Objet de l'emprunt	Capital restant dû au 31/12/2020
EMPRUNT 2007	419 400,60
EMPRUNT 2009	213 333,43
EMPRUNT 2013	775 000,00
Travaux ZAC FLEURY	1 591 250,00
TOTAL	2 998 984,03

Bilan de l'encours de dette tous budgets confondus :

Au 31/12/2020, l'**encours de dette** de la Communauté de Communes pour l'**ensemble des budgets consolidés** de la Communauté de Communes (budget principal et budgets annexes) s'établit à **5 752 066 €**.

La capacité de désendettement est de :

- Budget principal : 1.3 ans
- Budget Barres Fleury Borderouge : 4.1 ans

La capacité de désendettement tous budgets confondus est de 1.6 ans.
